Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
LANGUEDOC-ROUSSILLON

edater

" QUELLE STRUCTURATION POUR LES TERRITOIRES RURAUX DU LANGUEDOC-ROUSSILLON ? "

Note n°4 - Etat de la coopération intercommunale en Languedoc-Roussillon

Note n°5 - Zoom sur la structuration intercommunale et les territoires vécus en termes d'emplois et de services ***pour l'Aude***

Juin 2015

Propos introductifs et objectifs de la réunion

La finalité de cette démarche est de vous apporter une **aide à la réflexion en matière d'évolution des périmètres de coopération intercommunale actuels:**

a) dans l'optique de leur **mise en conformité avec la loi NOTRe** (actuellement en projet)

b) plus globalement de **constituer des périmètres pertinents** et disposant de moyens accrus pour porter des politiques territoriales dynamiques.

Propos introductifs et objectifs de la réunion

Ce travail sera réalisé sur la base de **4 principaux éléments** :

1. Une **analyse rétrospective de l'état de la coopération intercommunale** avec un **éclairage loi NOTRe**

2. Une analyse cartographique des **territoires vécus en matière d'emploi et de service** à l'échelle de votre département

3. Une **superposition de ces territoires vécus** et des **périmètres de coopération intercommunale** (EPCI et Pays)

4. Une **appréhension prospective des dynamiques de rapprochement** en cours ou possibles en matière de coopération intercommunale ou au contraire, **des contraintes existantes**;

Propos introductifs et objectifs de la réunion

Nous souhaiterions, durant cette réunion, aborder avec vous les questions suivantes :

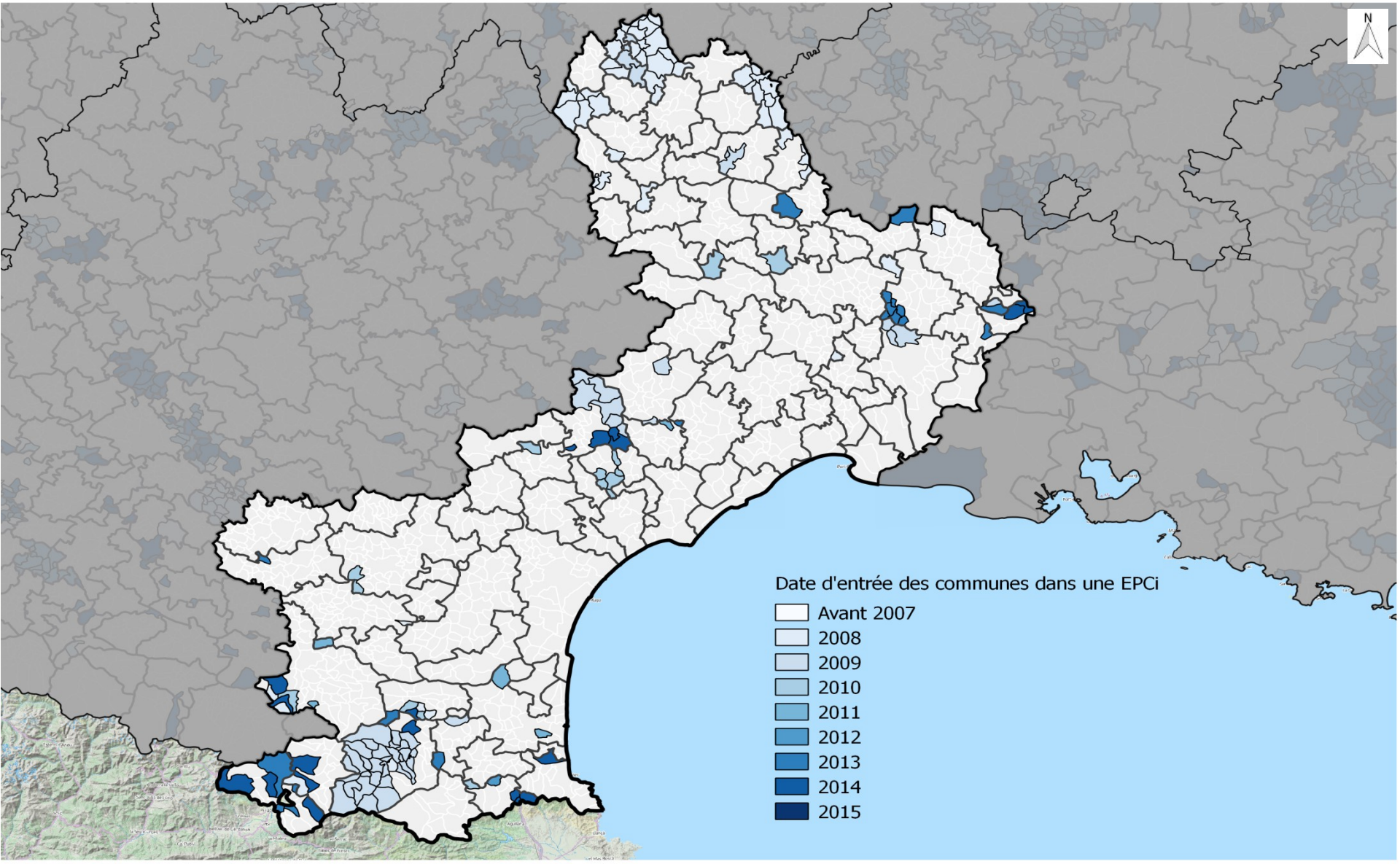
- Quels sont, selon-vous, **les « futurs possibles » en matière d'évolution de la coopération intercommunale** sur le territoire départemental, au regard a) des **efforts de regroupement déjà réalisés** récemment (SDCI de 2011 notamment) ?, b) des **volontés politiques** qui vous sont connues ? et c) des **critères de cohérence territoriale issus de votre connaissance du territoire** (identité, base économique, …) ?
- Avez-vous engagé des réflexions visant identifier a) les **enjeux en matière d'agrandissement**, b) des **pistes en matière de regroupements** ? Si oui, quelles sont-elles?
- **Que vous évoquent les cartographies présentées** ci-après, notamment concernant : la conformité des périmètres d'EPCI à la loi NOTRe, les territoires vécus en termes d'emplois et de services et leur superposition avec les périmètres de coopération intercommunale existants?

Etape N°1 - Analyse des territoires socio-politiques

-

Approche régionale

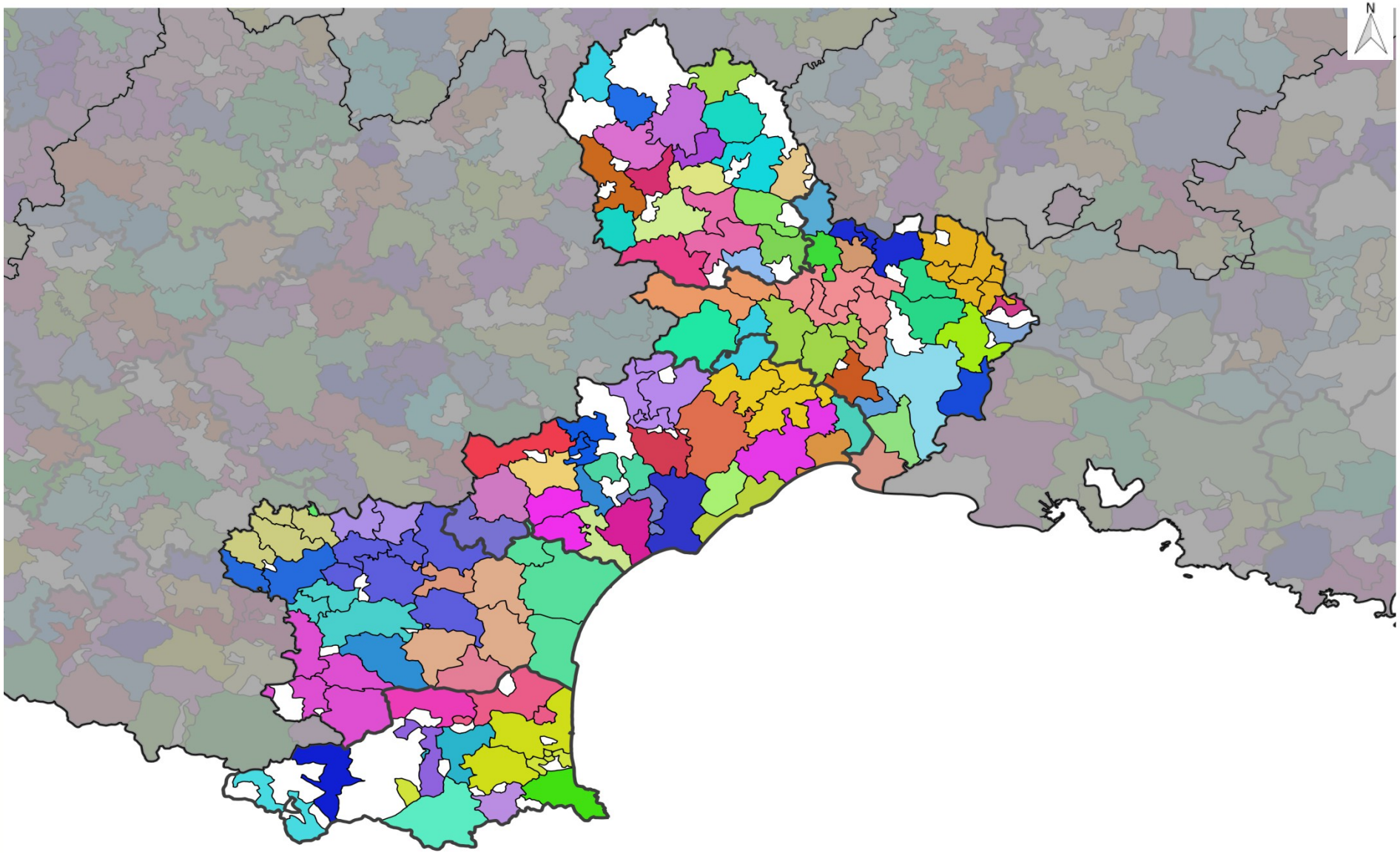
1 - Année d'entrée des communes dans la coopération intercommunale depuis 2007



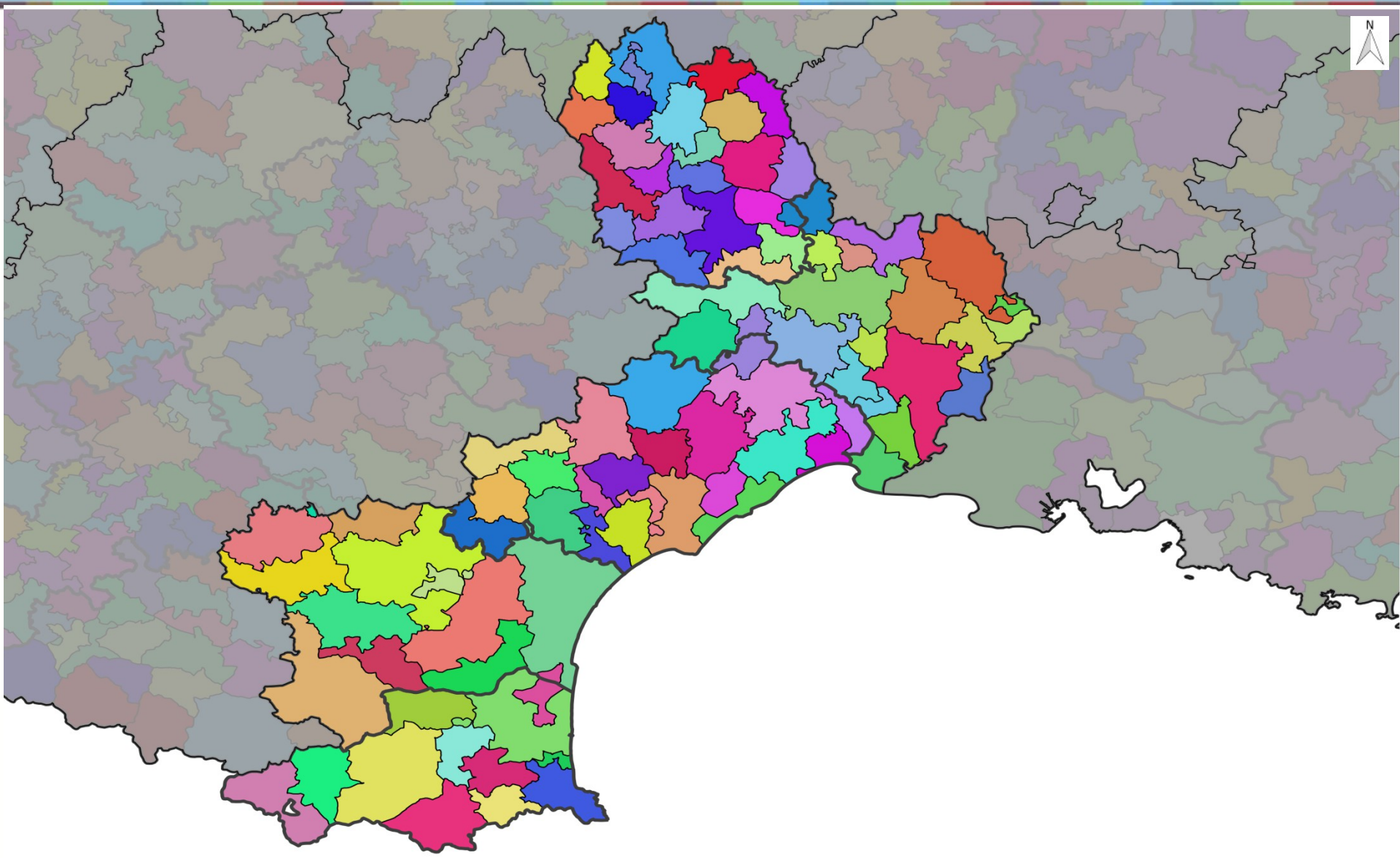
edater

EDATER, DGCL – BANATIC 2015,IGN – GEOFLA 2014,

2 - Périmètres des EPCI en Languedoc-Roussillon: 2007



3 - Périmètres des EPCI en Languedoc-Roussillon : 2015



4 - Indicateurs clés pour le Languedoc-Roussillon et comparaisons nationales

Indicateurs clé	Languedoc-Roussillon	Classement parmi les régions métropolitaines	National	Comparaison Languedoc-Roussillon/Nationale
Nombre d'EPCI	87	12	-	-
Densité de la population régionale	95,4	11	102,6 (2)	-7%
Nombre EPCI avec une densité inférieure à 30.7	37,0	7	26 (1)	+42,31%
Nombre EPCI avec une densité inférieure à 51.3	43,0	11	44 (1)	-2%
Population moyenne par EPCI	30 639	7	27 508	+11%
Nombre moyen de communes par EPCI	18,0	10	17	+1
Nombre moyen de compétences par EPCI	23,0	8	21	+2
% de compétences prises par EPCI sur le total	27%	7	25%	+2%
Année de création moyenne des EPCI (2015)	2003	2	2001	
Nombre de communes en zone de montagne	665,0	4	284(1)	+234,15%

1) Moyenne régionale
2) Hors Ile de France

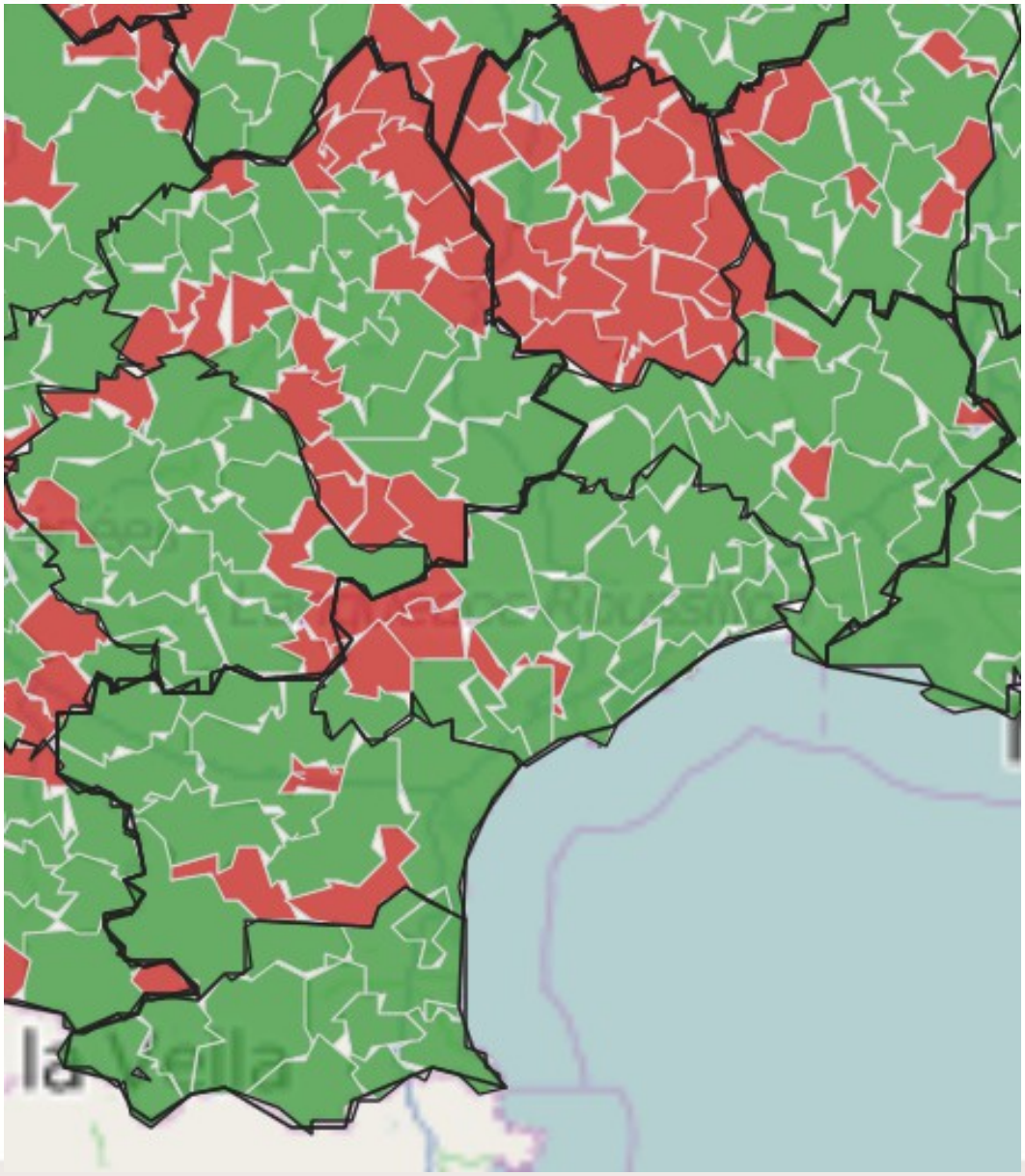
In fine, le seuil de 15 000 habitants pour les EPCI s'appliquerait en tenant compte des dérogations suivantes :

-en montagne (au - 50% des communes du périmètres), dans les îles et dans les « espaces de faible densité » (**moins de 30,7 habitants par km²**), les intercommunalités devront respecter **un seuil minimal de 5 000 habitants.**

-dans les territoires «**ayant une densité démographique inférieure à 51,3 habitants par km²** au sein des départements ayant **une densité démographique inférieure à 103,3** habitants par km², le **seuil minimal de 15000 habitants sera pondéré** en fonction de la densité démographique départementale.

-adaptation si l'EPCI dénombre **de plus de 12 000 habitants et est issue d'une fusion intervenue entre le 1er janvier 2012** et la future promulgation de la loi (été 2015).

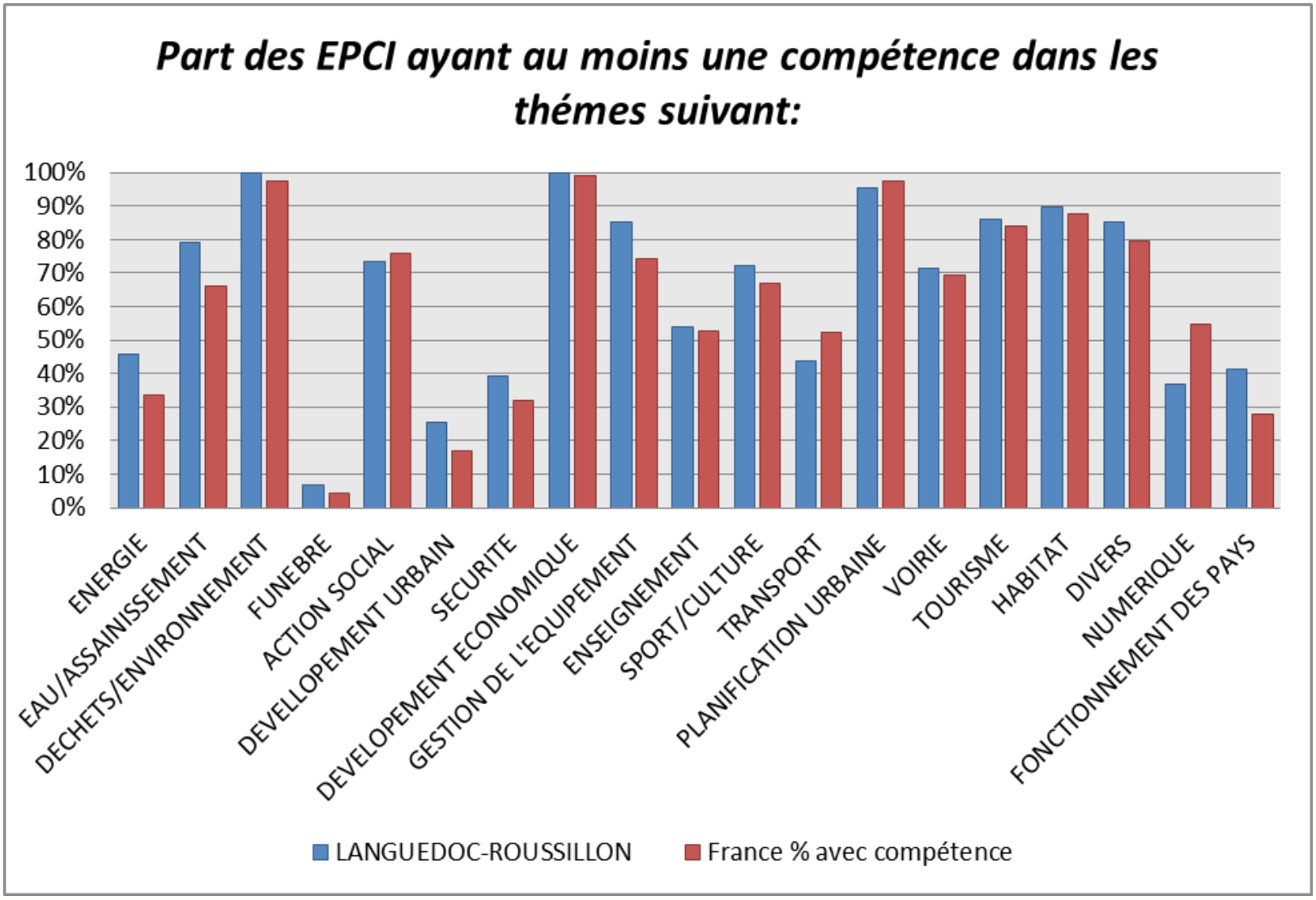
5 - Etat de l'intercommunalité au regard de la loi NOTRe en Languedoc-Roussillon (Avril 2015)



6 - Niveau d'intégration des compétences dévolues aux EPCI en LR

	Languedoc-Roussillon	Classement régional	National
% de compétences prises sur le total	27% (+2pts)	7	25%

6 - Analyse des niveaux d'intégration de compétences par les EPCI en LR



7 - Etat et évolution de la situation régionale en termes de SIVU et SIVOM

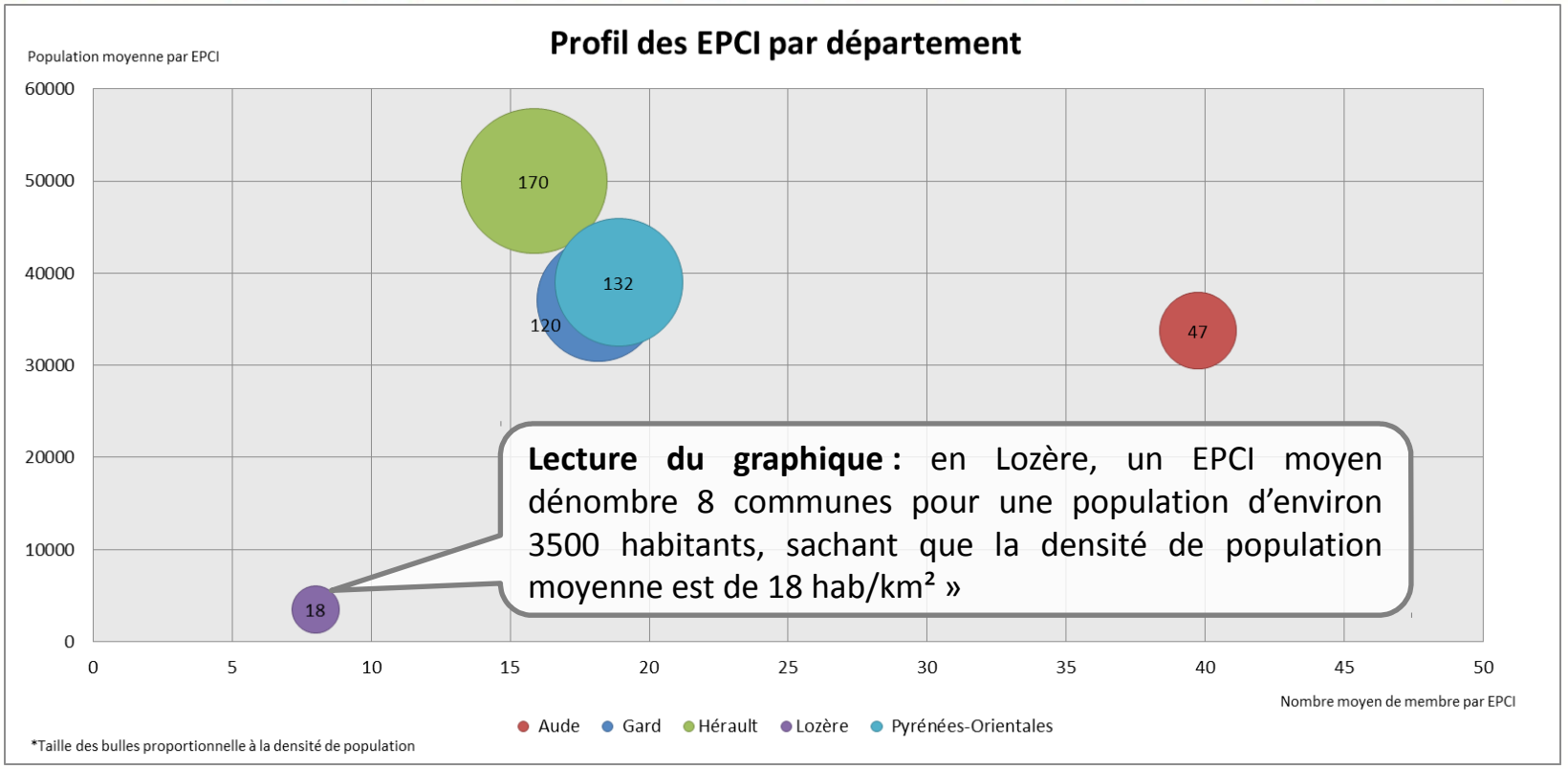
	Languedoc-Roussillon	France
SIVU		
Nombre moyen de SIVU par EPCI (2015)	3,8	3,9
Evolution sur la période 2007-2015	-37,10%	-29,67%
En moyenne nombre de commune par SIVU	7,5	8,5
En moyenne nombre d'habitant par SIVU	11 297	14 002
SIVOM		
Nombre de SIVOM par EPCI (2015)	0,85	0,56
Evolution sur la période 2007-2015	-22,90%	-19,40%
En moyenne nombre de commune par SIVOM	7,9	13,1
En moyenne nombre d'habitant par SIVOM	12 057	17 764

Etape N°1 - Analyse des territoires socio-politiques

-

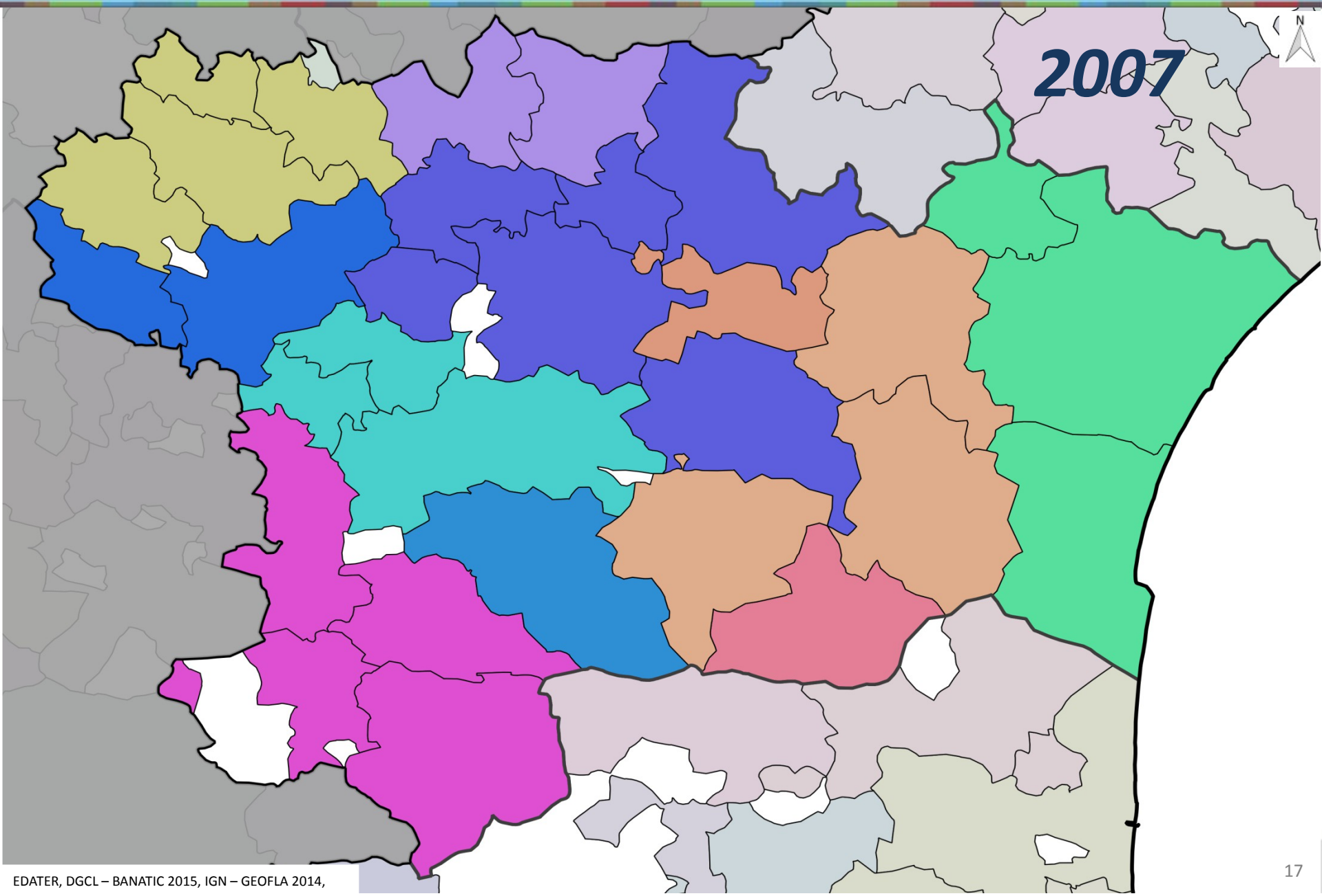
Approche départementale

1 - Profil des EPCI par département



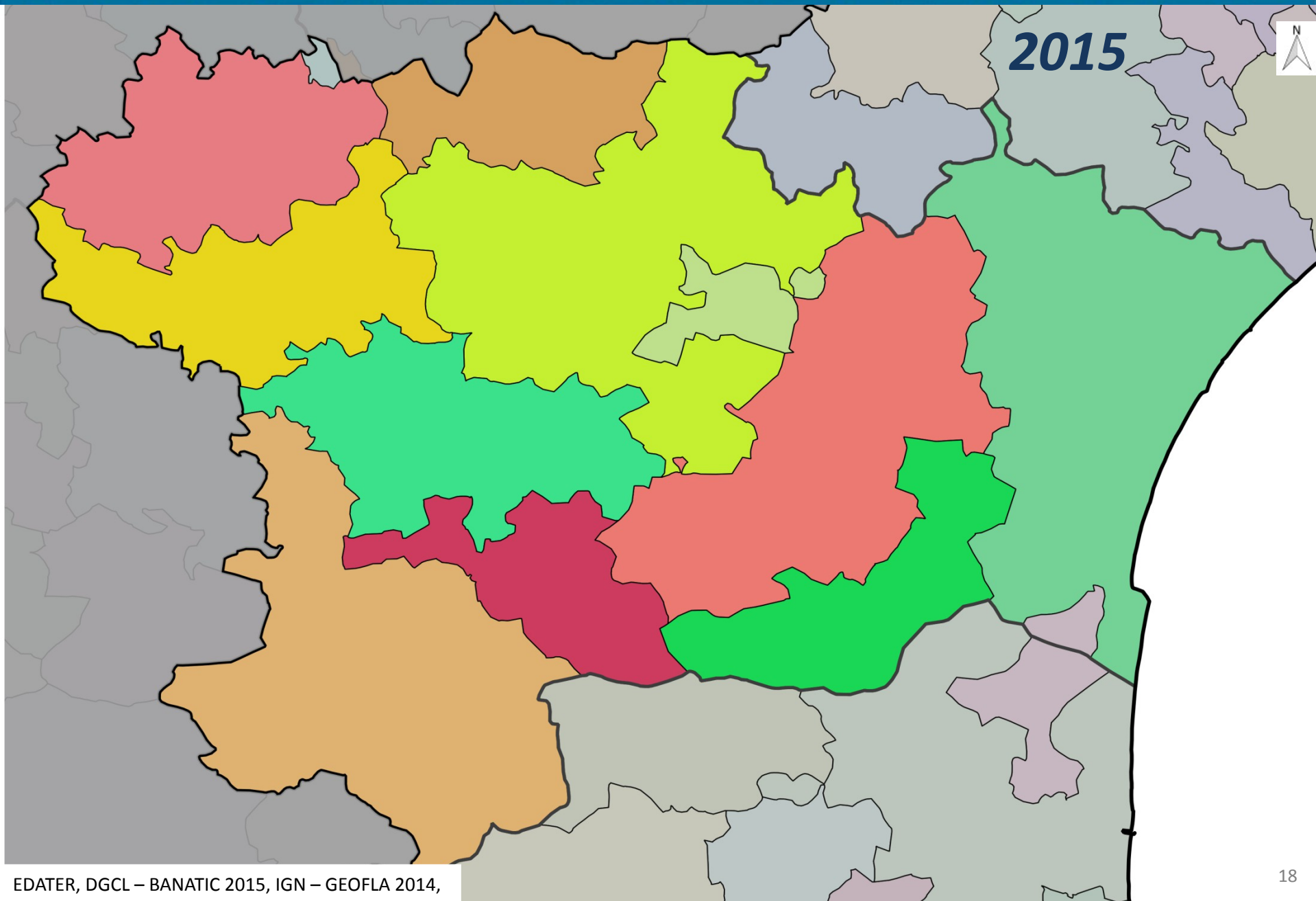
DEPARTEMENTS	Nombre moyen de commune par EPCI	Population moyenne par EPCI
Aude	40	33752
Gard	18	37070
Hérault	16	49995
Lozère	8	3504
Pyrénées-Orientales	19	38978

2 - Périmètres des EPCI en 2007 dans l'Aude



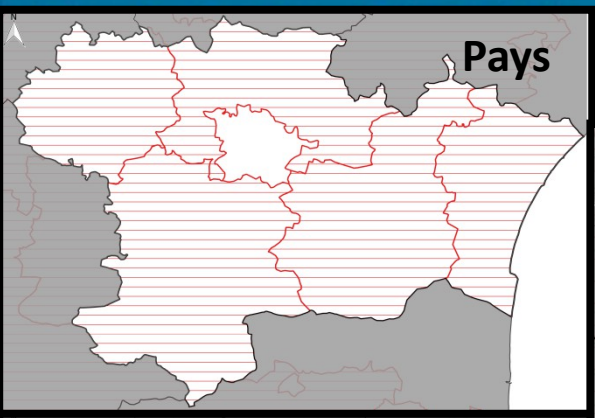
EDATER, DGCL – BANATIC 2015, IGN – GEOFLA 2014,

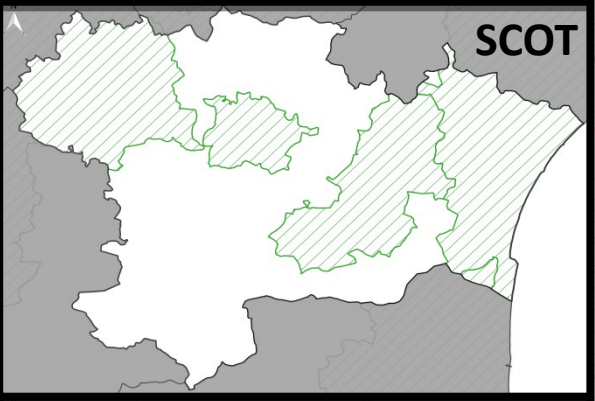
3 - Périmètres des EPCI en 2015 dans l'Aude

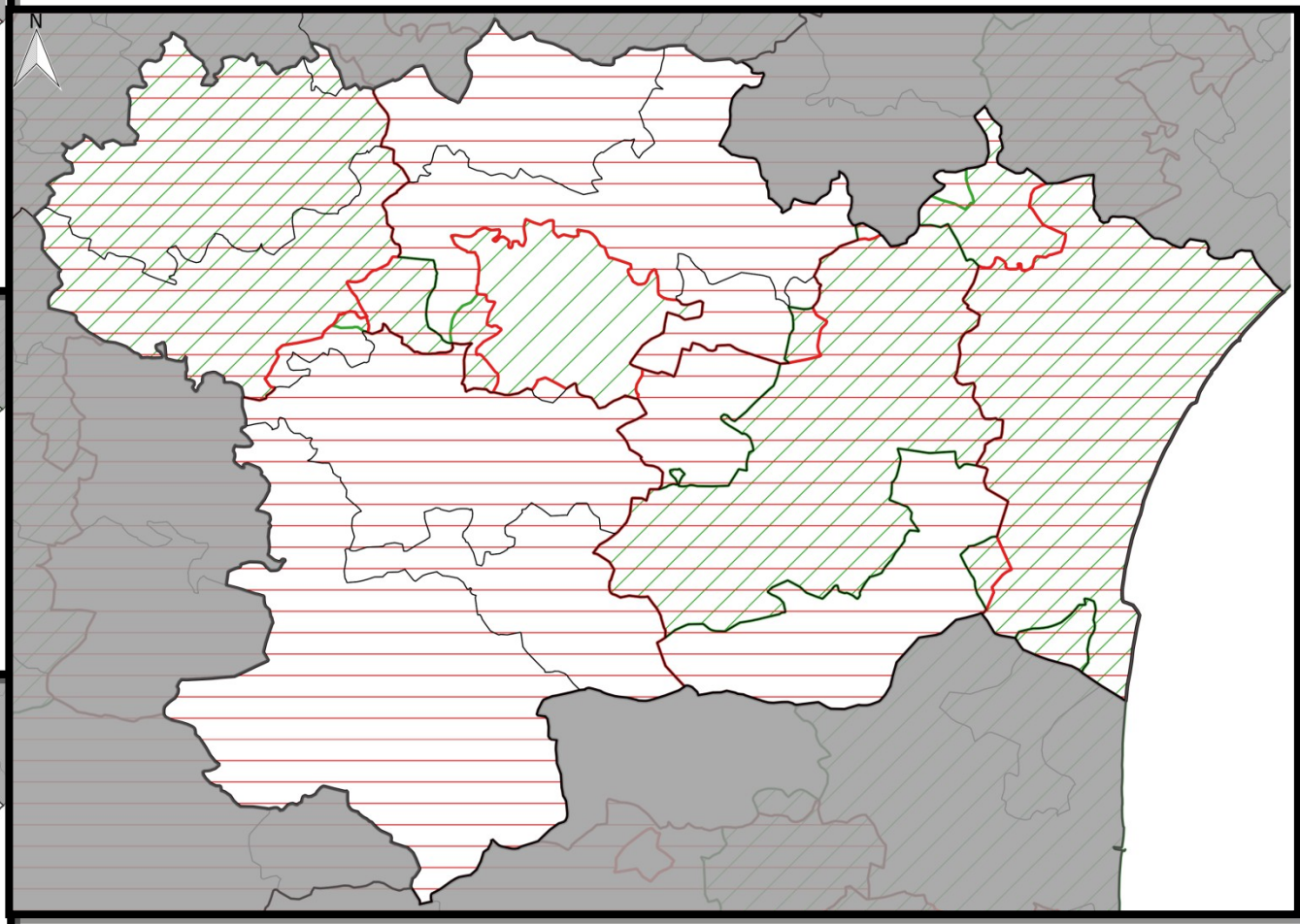


EDATER, DGCL – BANATIC 2015, IGN – GEOFLA 2014,

4 - Périmètres de coopération intercommunale en 2015 dans l'Hérault

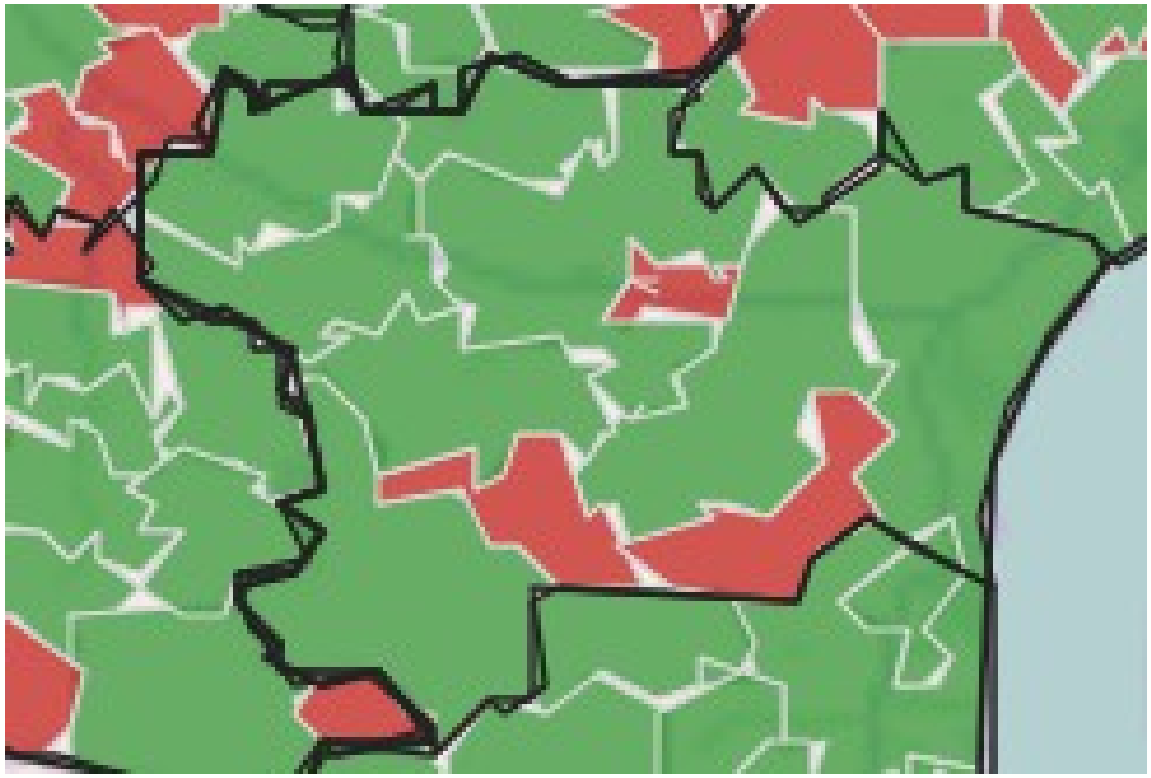




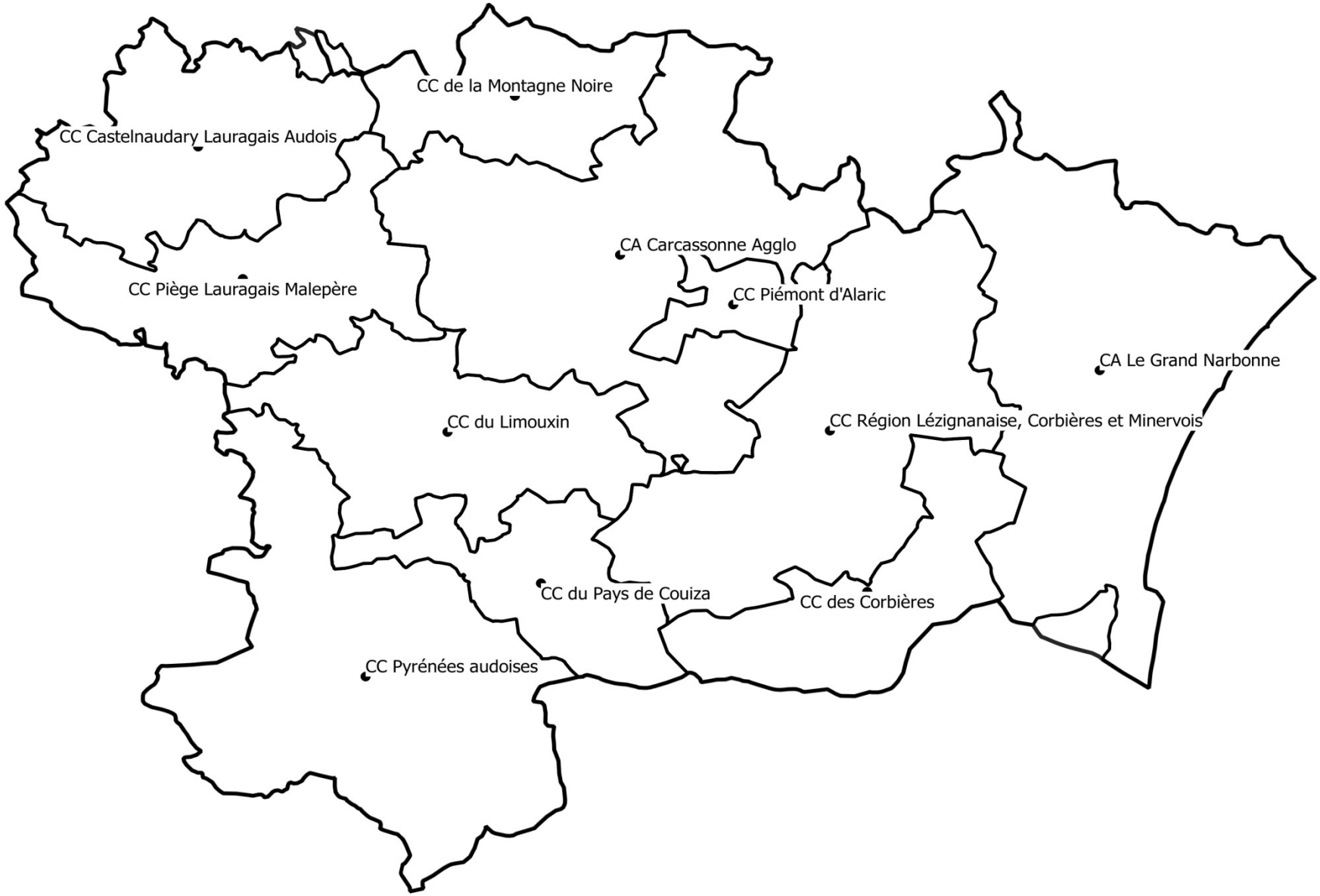


EDATER, DGCL – BANATIC 2015, IGN – GEOFLA 2014, DGALN 2013, CGET 2011

5 - Etat de l'intercommunalité au regard de la loi NOTRe dans l'Aude



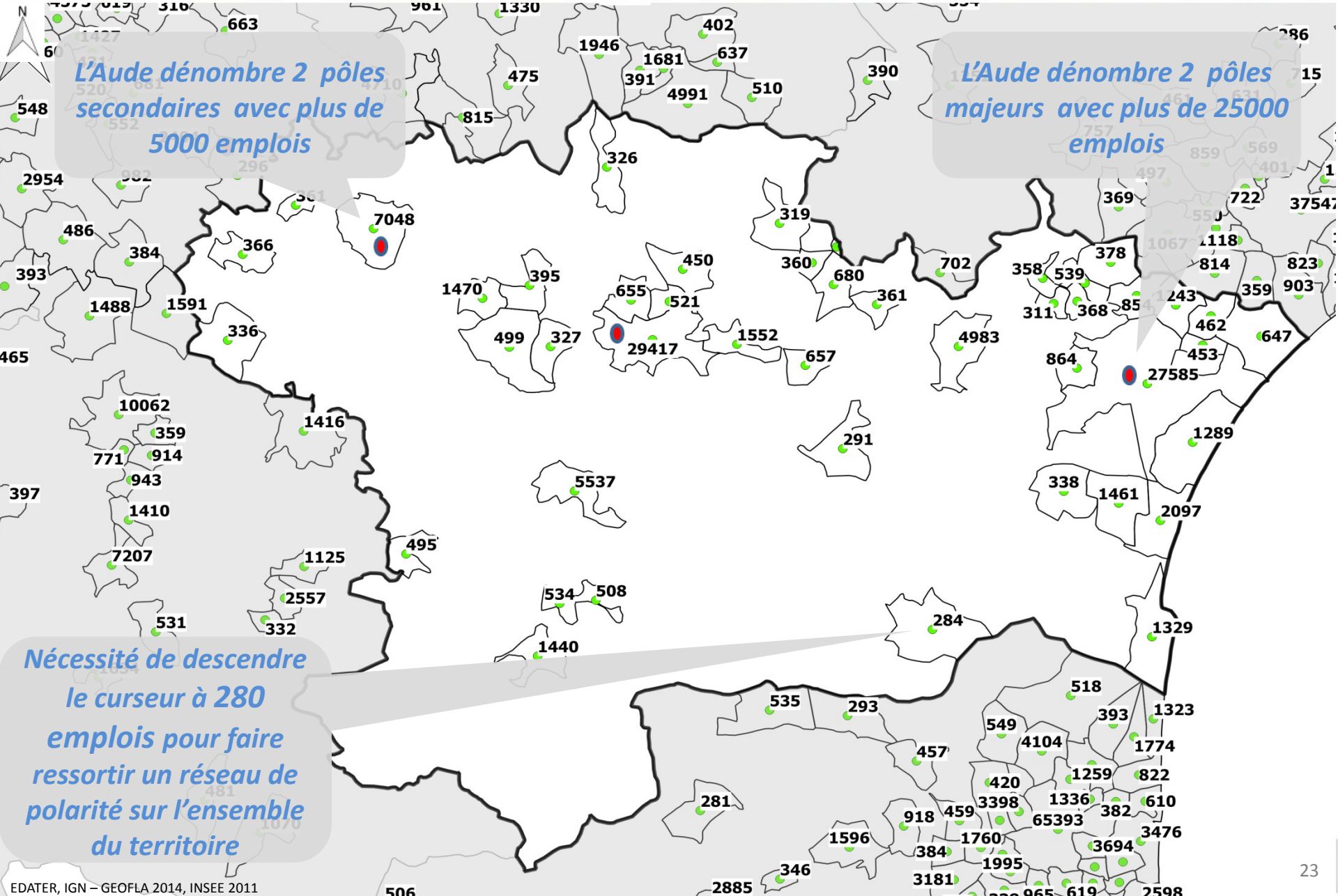
6 –Carte de travail



EDATER, DGCL – BANATIC 2015, INSEE – RP 2009 - RGP 2012, IGN – GEOFLA 2014, DATAR, MAAPRAT 2013

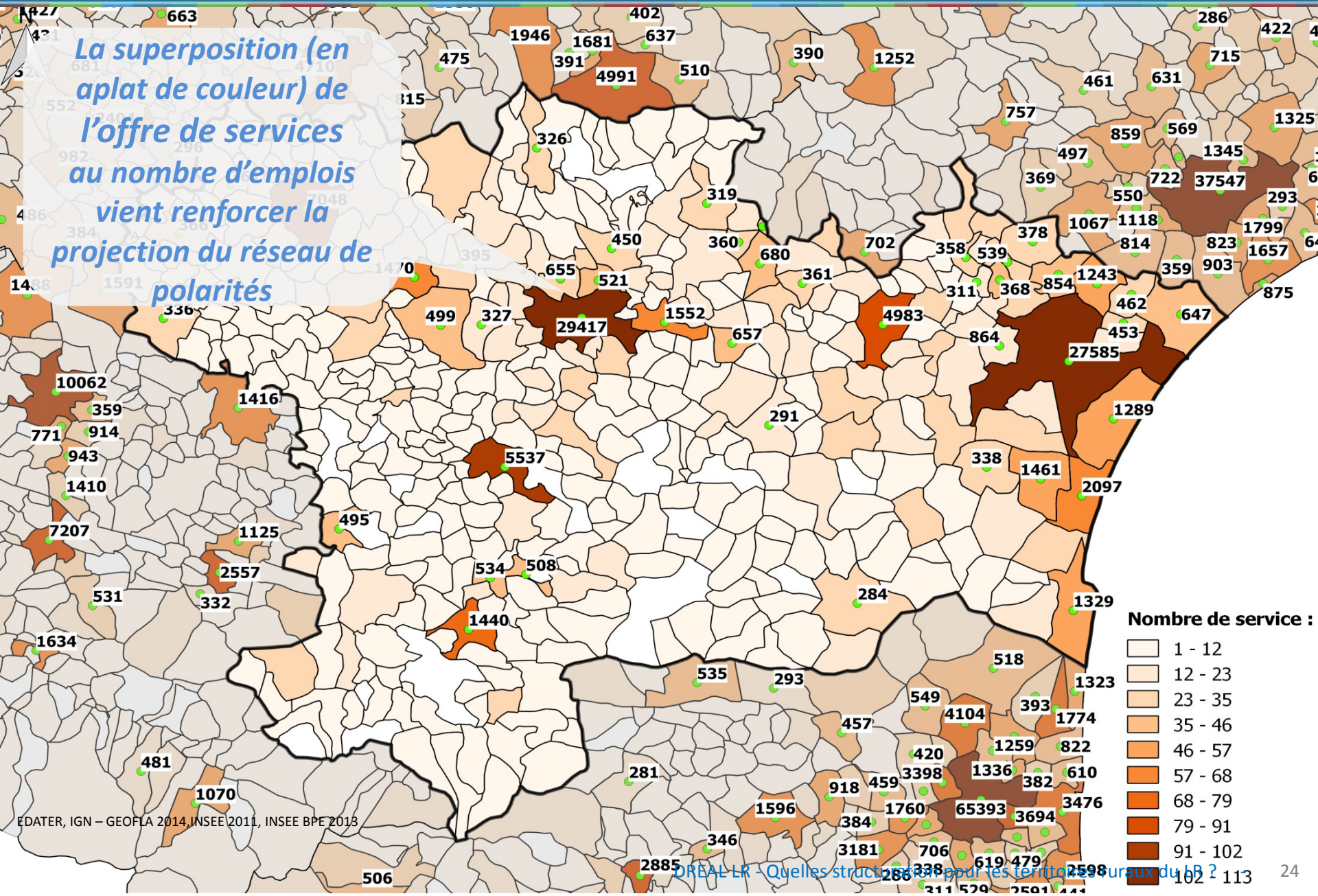
Etape N°2 : Analyse des territoires vécus en termes d'emploi et de services

1 - Les communes dénombrant plus de 280 emplois dans l'Aude

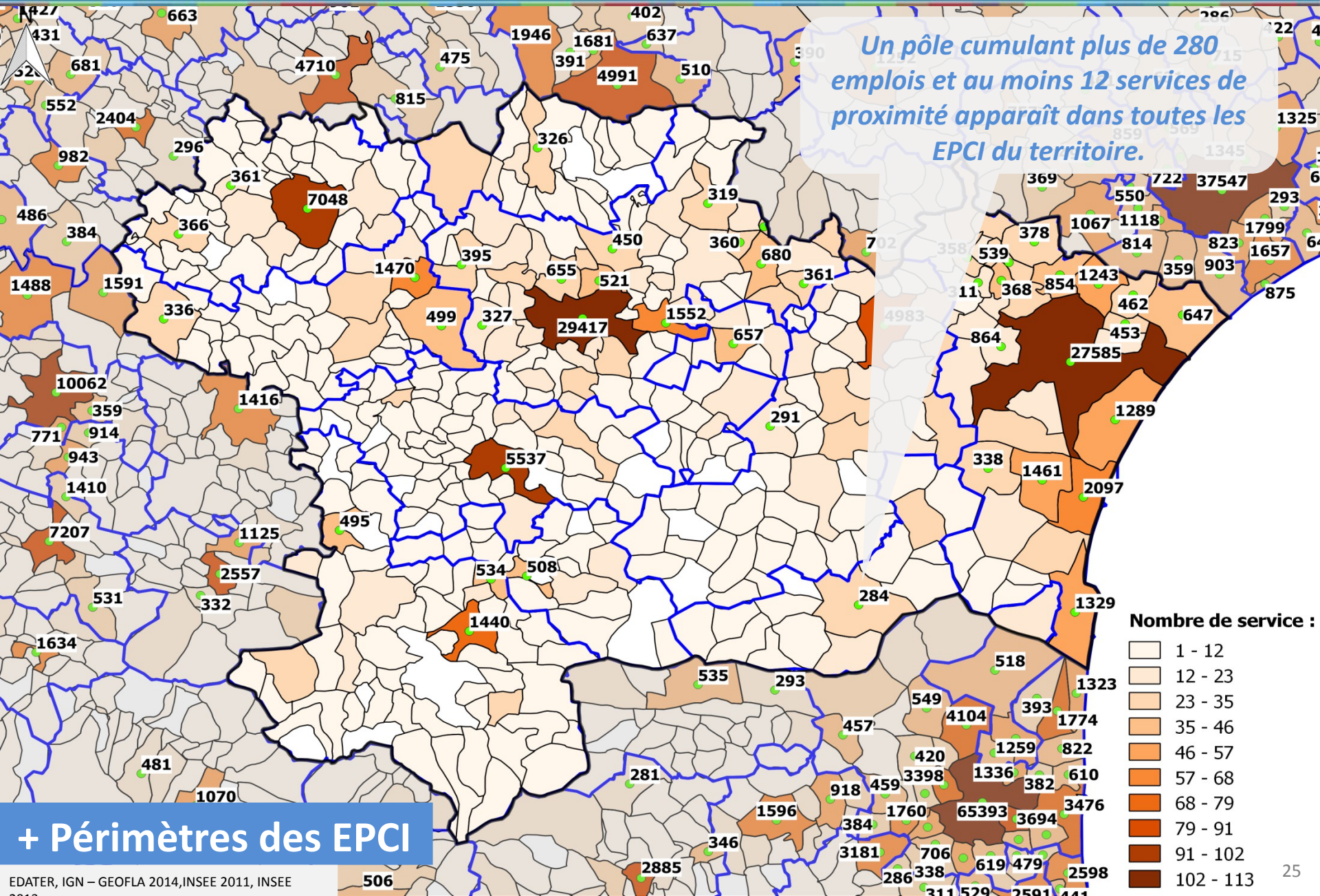


EDATER, IGN – GEOFLA 2014, INSEE 2011

2 - Les communes de plus de 280 emplois dans l'Aude et l'offre de services



2 - bis - Les communes de plus de 150 emplois dans l'Aude et l'offre de services



EDATER, IGN – GEOFLA 2014,INSEE 2011, INSEE

NOTE METHODOLOGIQUE

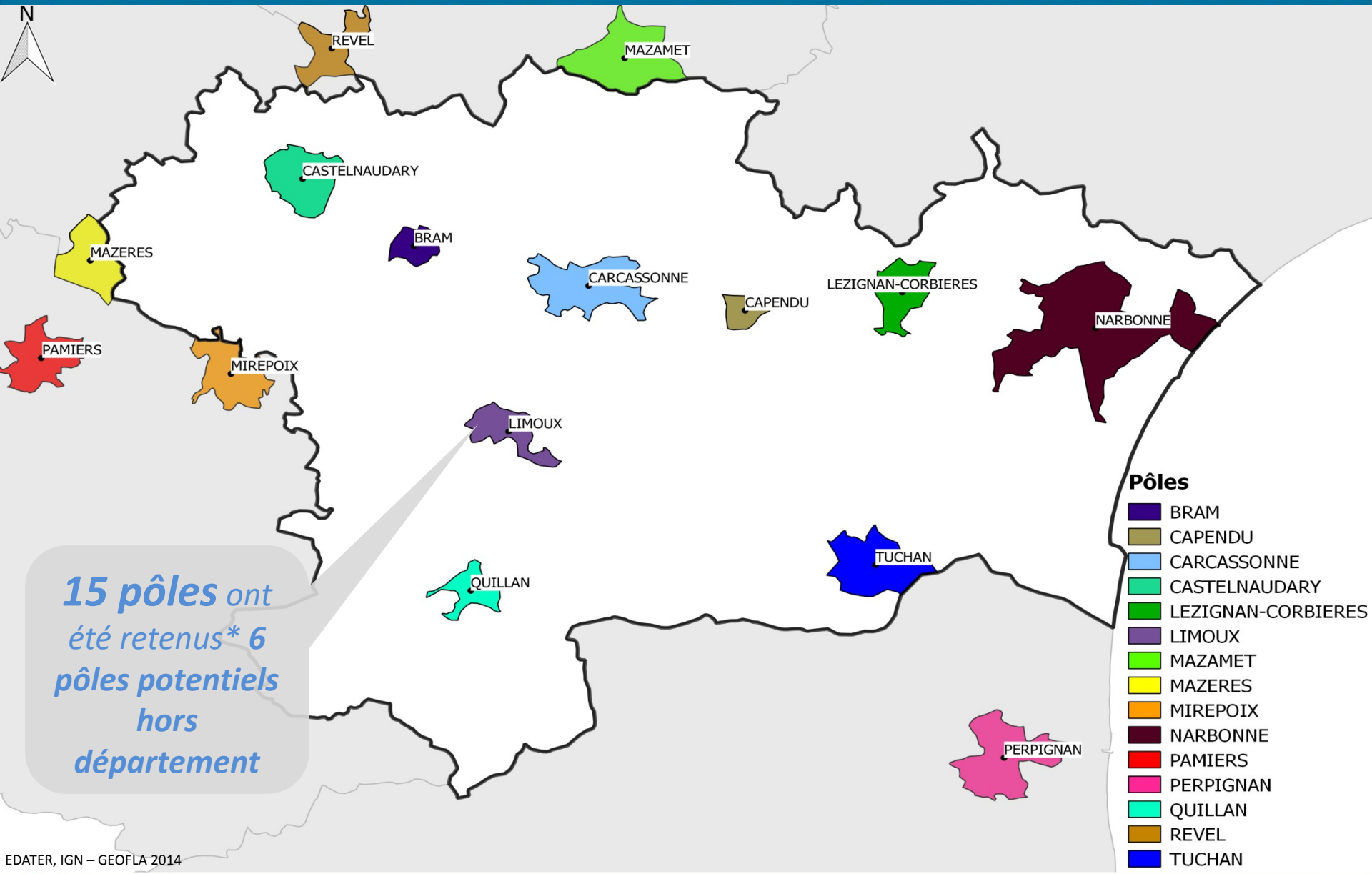
La carte suivante propose une sélection de pôles:

- considérés comme **potentiellement influents sur leur environnement** en termes d'emplois et de services;

***Méthode de sélection:** les pôles ont été retenus en croisant 2 critères (densité d'emplois, richesse de l'offre de service) et une règle relative à la zone de chalandise (les pôles inférieurs à 1000 emplois ne devant pas avoir de pôle de taille supérieure situé à moins de 20 minutes).*

- qui **pourraient devenir pôles d'un EPCI intégrant plusieurs communes du territoire départemental** dans le cadre de la recomposition territoriale en cours. Les pôles retenus peuvent donc être localisés en hors département.

3 - Pôles retenus pour la carte des dominantes d'attractivité de l'emploi

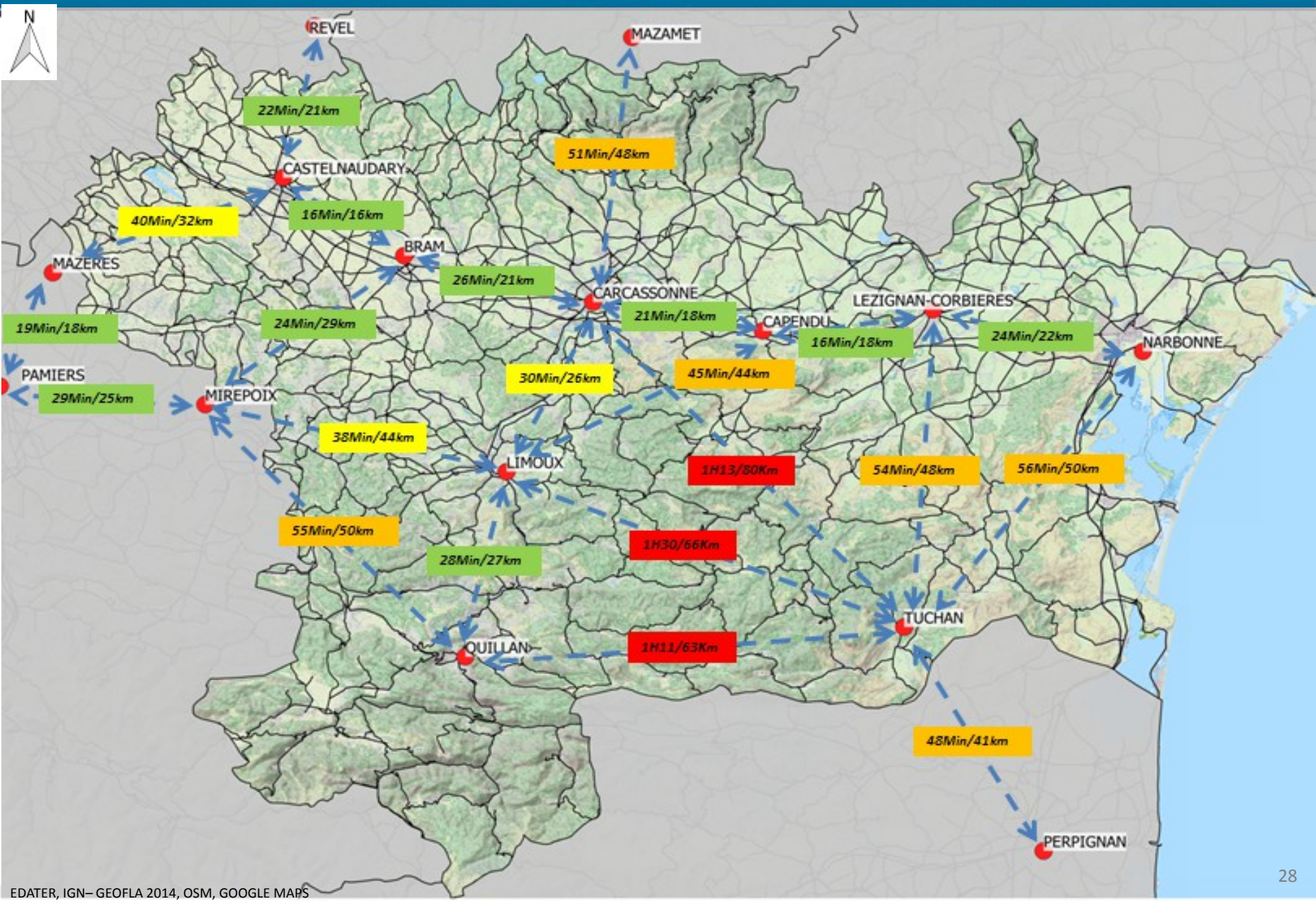


15 pôles** ont été retenus* **6 pôles potentiels hors département

EDATER, IGN – GEOFLA 2014

***Méthode de sélection:** les pôles ont été retenus en croisant 2 critères (densité d'emplois, richesse de l'offre de service) en recherchant une couverture fine du territoire et en appliquant une règle relative à la zone de chalandise (les pôles inférieurs à 1000 emplois ne devant pas avoir de pas de pôle de taille supérieure situé à moins de 15 minutes).*

4 - Distance en temps de trajets routier entre les 15 pôles



EDATER, IGN– GEOFLA 2014, OSM, GOOGLE MAPS

NOTE METHODOLOGIQUE

Les bases sur les flux de mobilité des « déplacements domicile-travail » fournissent, pour l'ensemble des communes, les effectifs correspondant aux croisements du lieu de résidence avec le lieu de travail.

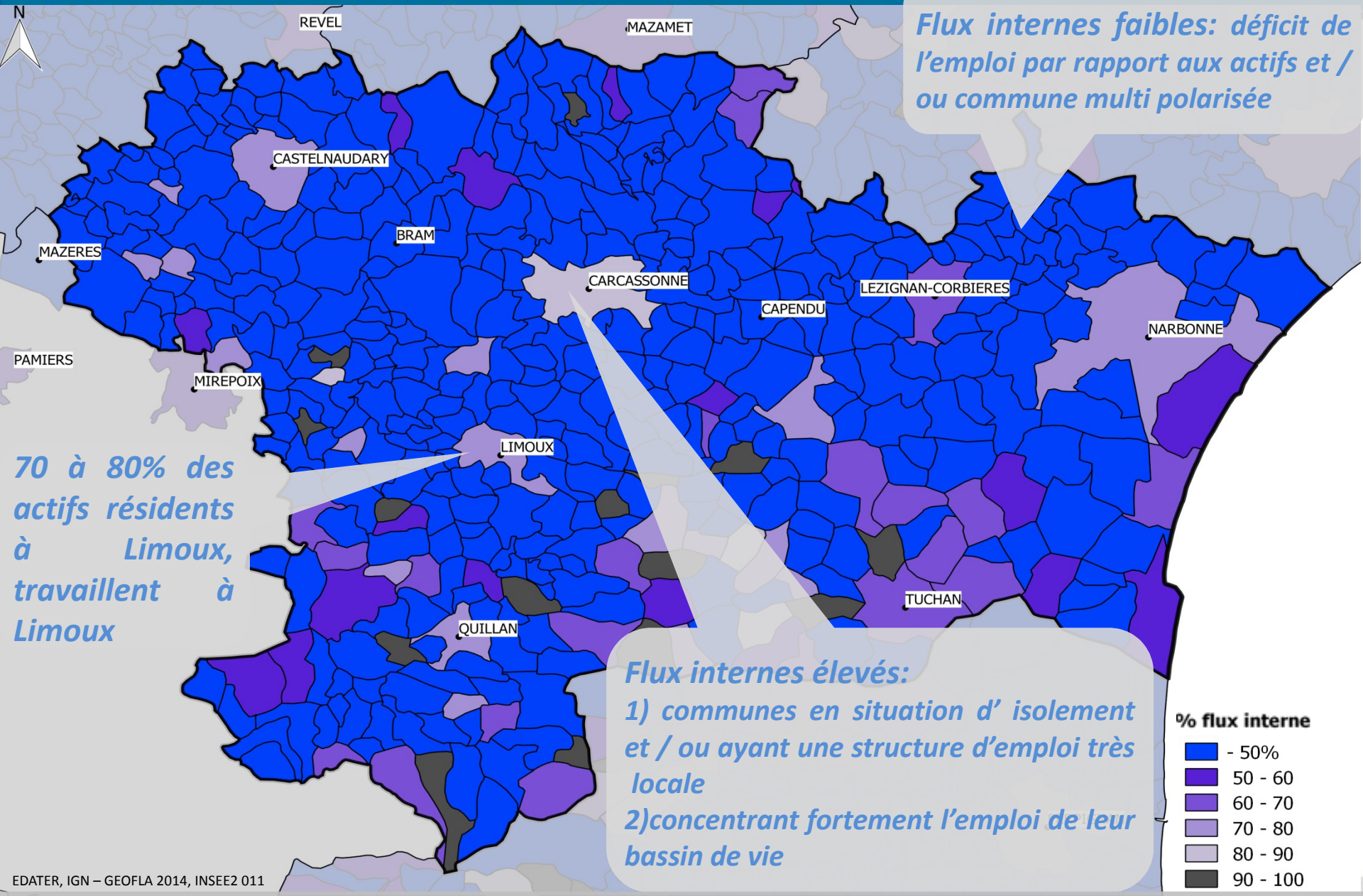
Conseil d'utilisation: « Du fait de l'étalement de la collecte, les flux entrants dans un territoire et les flux sortants peuvent ne pas être comptabilisés la même année. Ainsi, par exemple, pour une commune (ou un ARM) de moins de 10 000 habitants recensée en 2010, les flux sortants sont relatifs à l'année d'enquête, soit 2010, alors que les flux entrants datent de l'année d'enquête des communes (ou ARM) d'origine des « navetteurs ». Cela ne remet pas en cause la fiabilité de la mesure des déplacements domicile-travail. Toutefois, compte tenu notamment du sondage, les flux faibles (moins de 200) devront être considérés comme des ordres de grandeur. »

Nous avons fait le choix, afin d'offrir une lecture des zones d'influence des polarités en termes d'accès à l'emploi dans des zones très rurales, de valoriser l'ensemble des données bi localisées de l'INSEE.

Les cartes suivantes valorisent 3 types de flux:

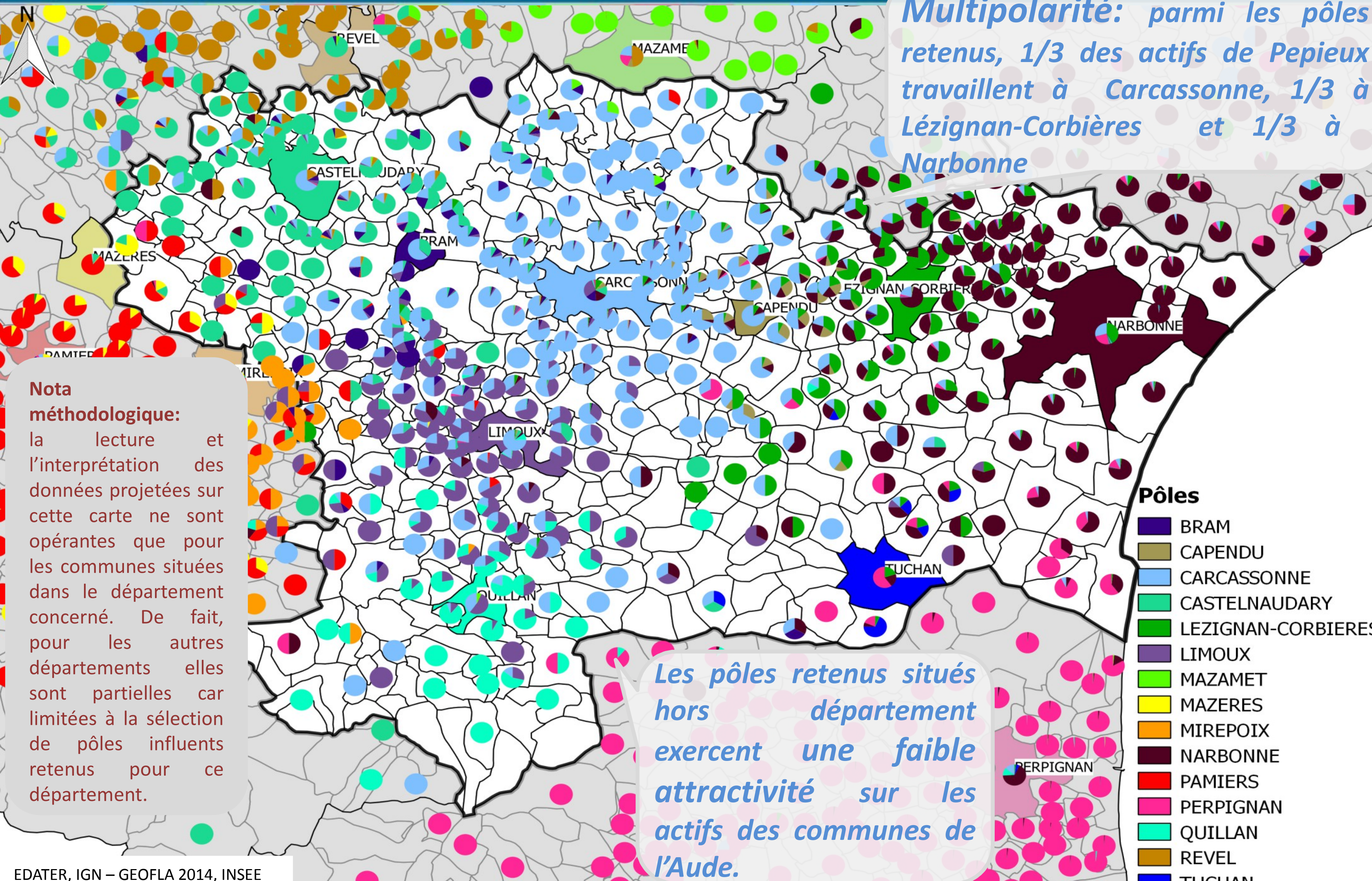
1. **Vers les pôles retenus** : actifs travaillant dans un des pôles retenus
2. **Internes:** les actif résidant et travaillant dans la même commune
3. **«Autres »:** globalement il s'agit de flux de proximité orientés vers des communes limitrophes ou proche ou de pôles de proximité non retenus dans la sélection de pôles influents

5 - Carte des flux domicile-travail internes aux communes



Définition d'un flux interne: *actif résidant et travaillant dans la même commune.*

6 - Carte de répartition des flux domicile-travail vers les 15 pôles retenus



***Multipolarité:** parmi les pôles retenus, 1/3 des actifs de Pepieux travaillent à Carcassonne, 1/3 à Lézignan-Corbières et 1/3 à Narbonne*

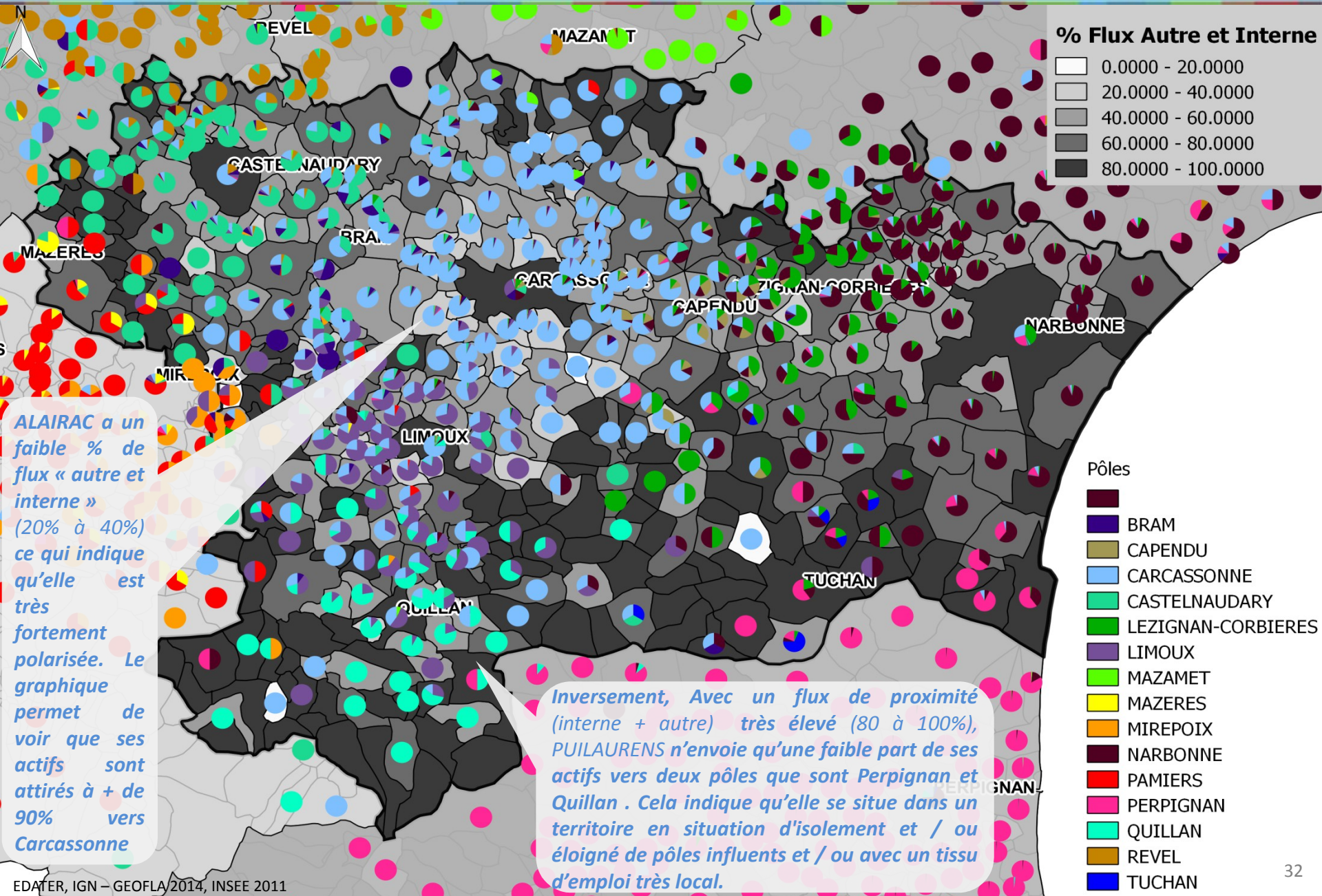
Nota méthodologique: la lecture et l'interprétation des données projetées sur cette carte ne sont opérantes que pour les communes situées dans le département concerné. De fait, pour les autres départements elles sont partielles car limitées à la sélection de pôles influents retenus pour ce département.

Les pôles retenus situés hors département exercent une faible attractivité sur les actifs des communes de l'Aude.

EDATER, IGN – GEOFLA 2014, INSEE 2011

***Nota méthodologique:** afin de rendre plus lisible les multipolarités à l'échelle de chaque commune les graphiques en secteurs ne sont pas proportionnels aux volumes de **flux domicile-travail** réels.*

7 a – Carte superposant la répartition des flux domicile-travail vers les pôles retenus sur le taux de flux interne et autre



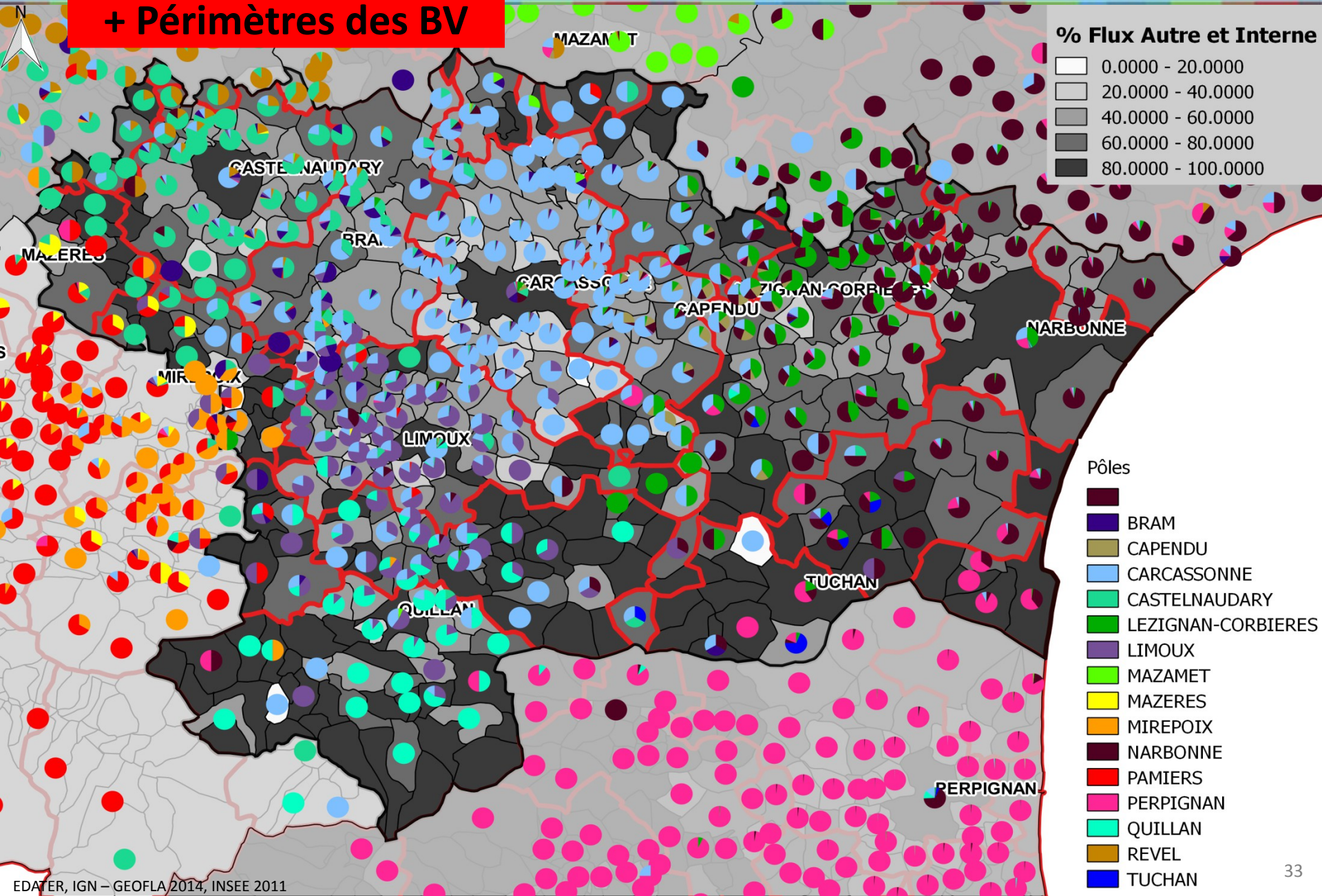
ALAIRAC a un faible % de flux « autre et interne » (20% à 40%) ce qui indique qu'elle est très fortement polarisée. Le graphique permet de voir que ses actifs sont attirés à + de 90% vers Carcassonne

Inversement, Avec un flux de proximité (interne + autre) très élevé (80 à 100%), PUILAURENS n'envoie qu'une faible part de ses actifs vers deux pôles que sont Perpignan et Quillan . Cela indique qu'elle se situe dans un territoire en situation d'isolement et / ou éloigné de pôles influents et / ou avec un tissu d'emploi très local.

EDATER, IGN – GEOFLA 2014, INSEE 2011

7 b – Carte superposant la répartition des flux domicile-travail vers les pôles retenus sur le taux de flux interne et autre

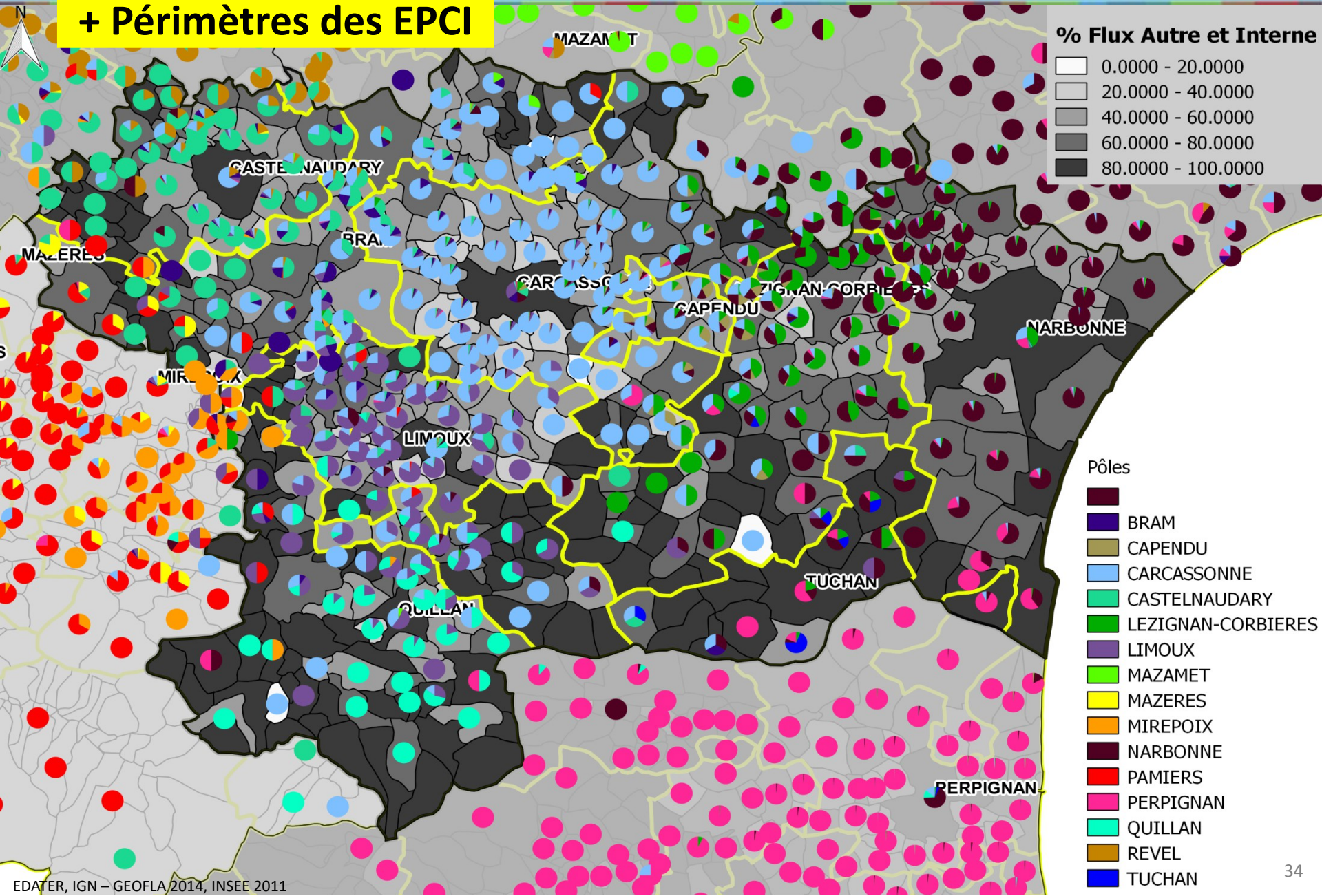
+ Périmètres des BV



EDATER, IGN – GEOFLA 2014, INSEE 2011

7 c – Carte superposant la répartition des flux domicile-travail vers les pôles retenus sur le taux de flux interne et autre

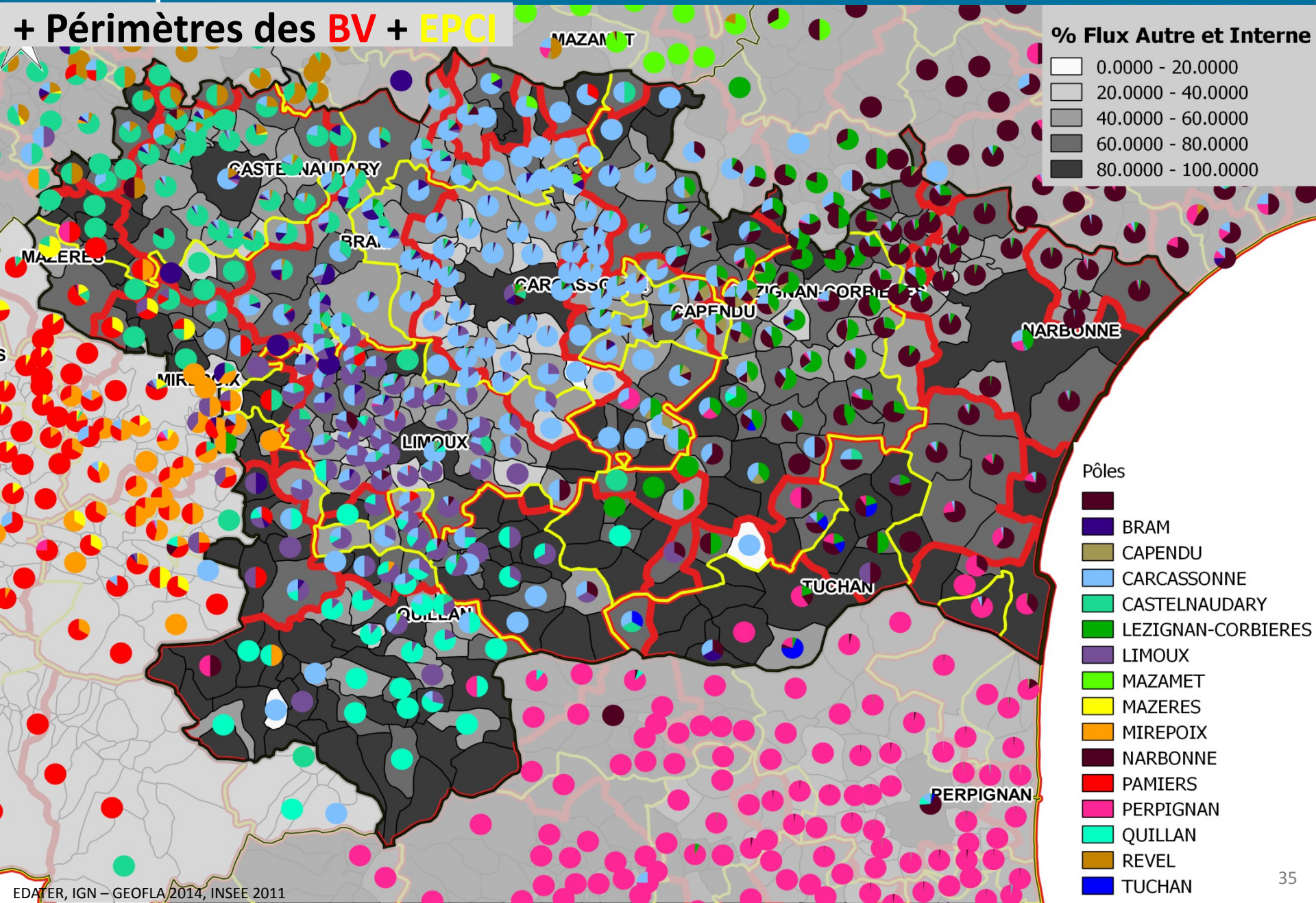
+ Périmètres des EPCI



EDATER, IGN – GEOFLA 2014, INSEE 2011

7 d – Carte superposant la répartition des flux domicile-travail vers les pôles retenus sur le taux de flux interne et autre

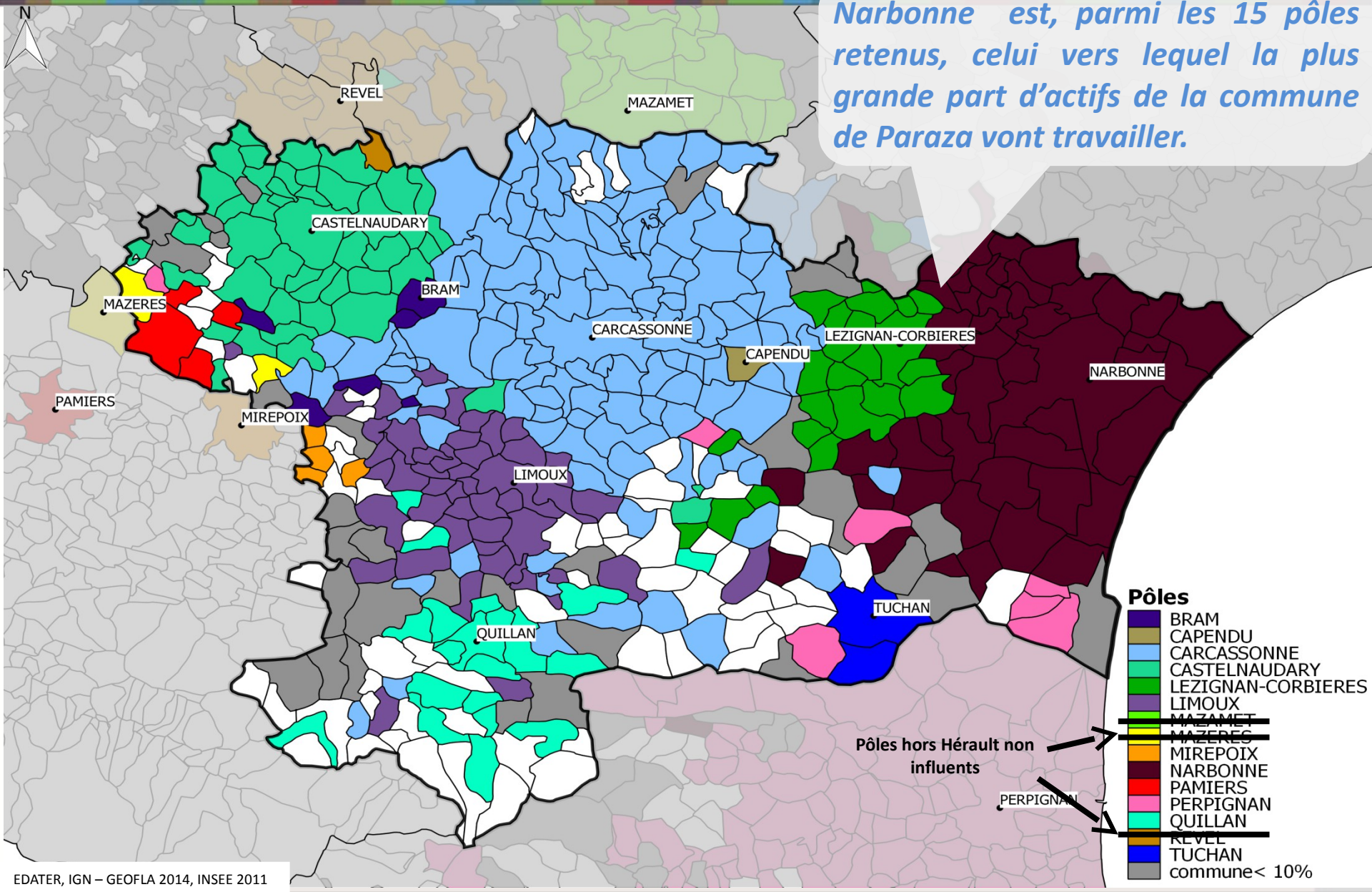
+ Périmètres des BV + EPCI



EDATER, IGN – GEOFLA 2014, INSEE 2011

7 - Carte des attractivités dominantes des pôles liées à l'emploi

Narbonne est, parmi les 15 pôles retenus, celui vers lequel la plus grande part d'actifs de la commune de Paraza vont travailler.



EDATER, IGN – GEOFLA 2014, INSEE 2011

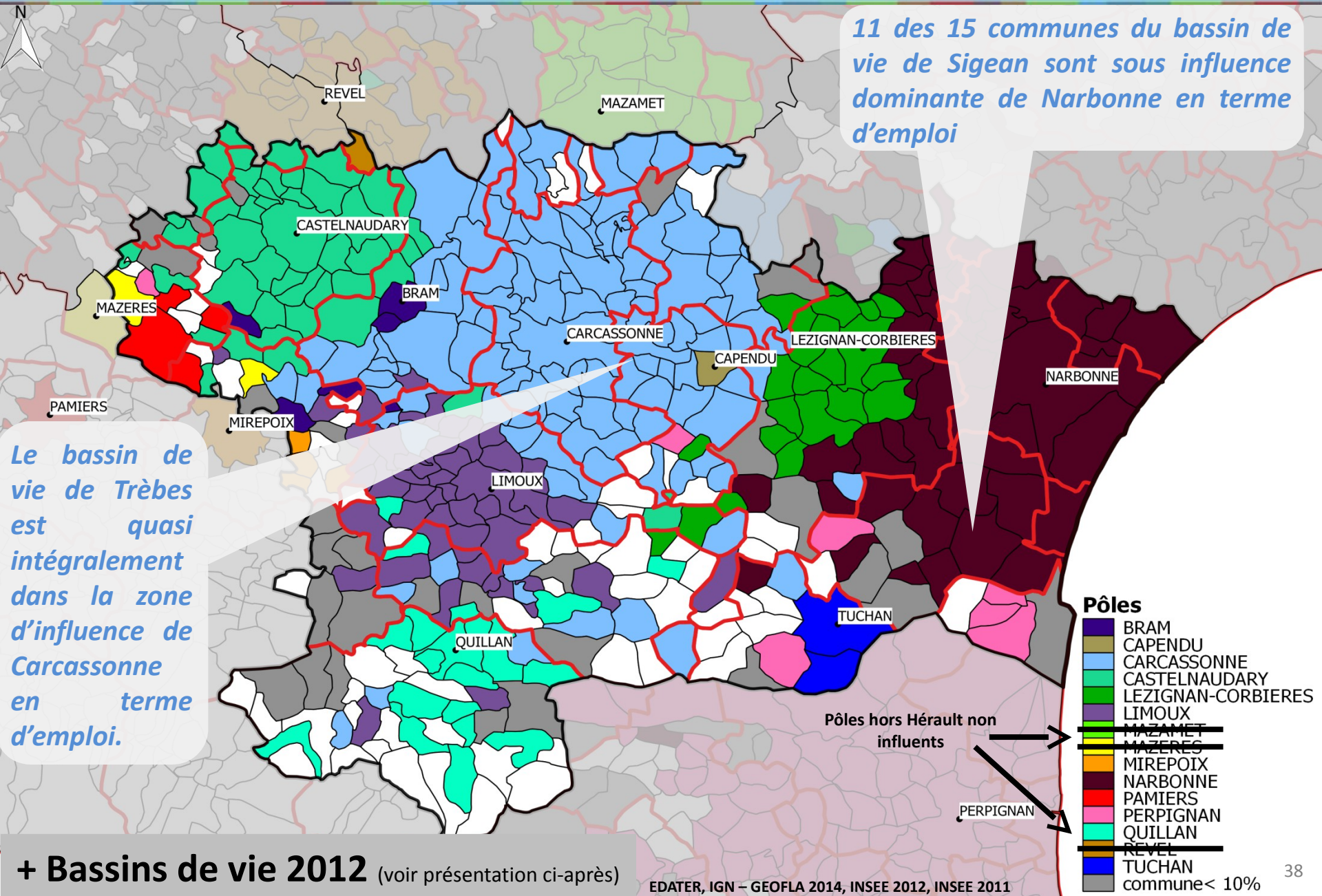
***Communes blanches:** aucune dominante vers l'un des pôles retenu. **Communes grises:** une dominante vers l'un des pôles inférieure à 10%.*

NOTE METHODOLOGIQUE

Le bassin de vie constitue le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants.

Définition INSEE : « On délimite ses contours en plusieurs étapes. On définit tout d'abord un pôle de services comme une **commune ou unité urbaine** disposant d'au **moins 16 des 31 équipements intermédiaires**. Les zones d'influence de chaque pôle de services sont ensuite délimitées en regroupant les communes les plus proches, **la proximité se mesurant en temps de trajet,** par la route à heure creuse. Ainsi, pour chaque commune et pour chaque équipement non présent sur la commune, on détermine la commune la plus proche proposant cet équipement. **Les équipements intermédiaires mais aussi les équipements de proximité sont pris en compte.** »

8 – Carte des territoires vécus en termes d'emplois et de services



+ Bassins de vie 2012 (voir présentation ci-après)

EDATER, IGN – GEOFLA 2014, INSEE 2012, INSEE 2011

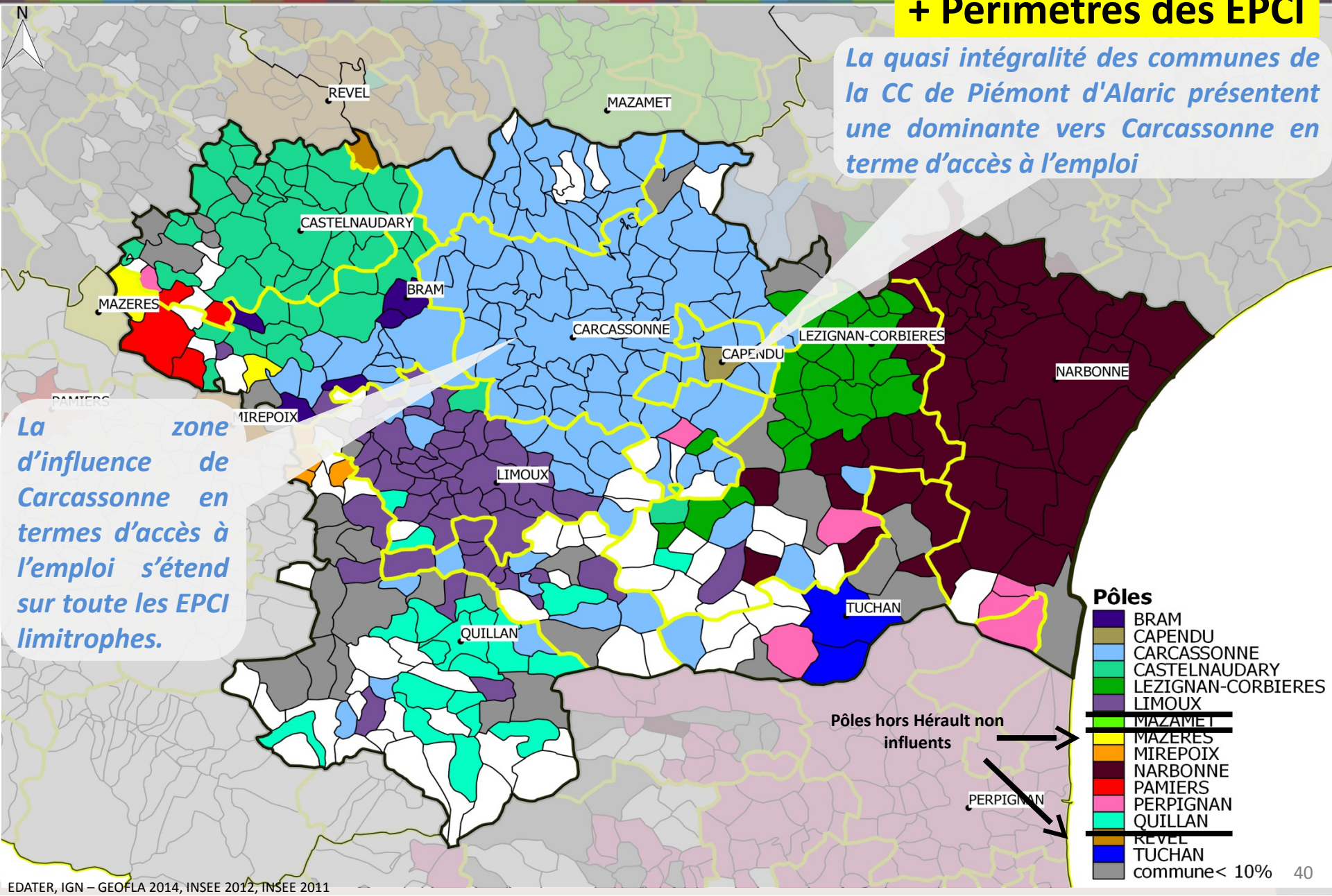
Etape N° 3 : superposition territoires politiques / territoires vécus

1 - Carte des territoires vécus et périmètres des EPCI

+ Périmètres des EPCI

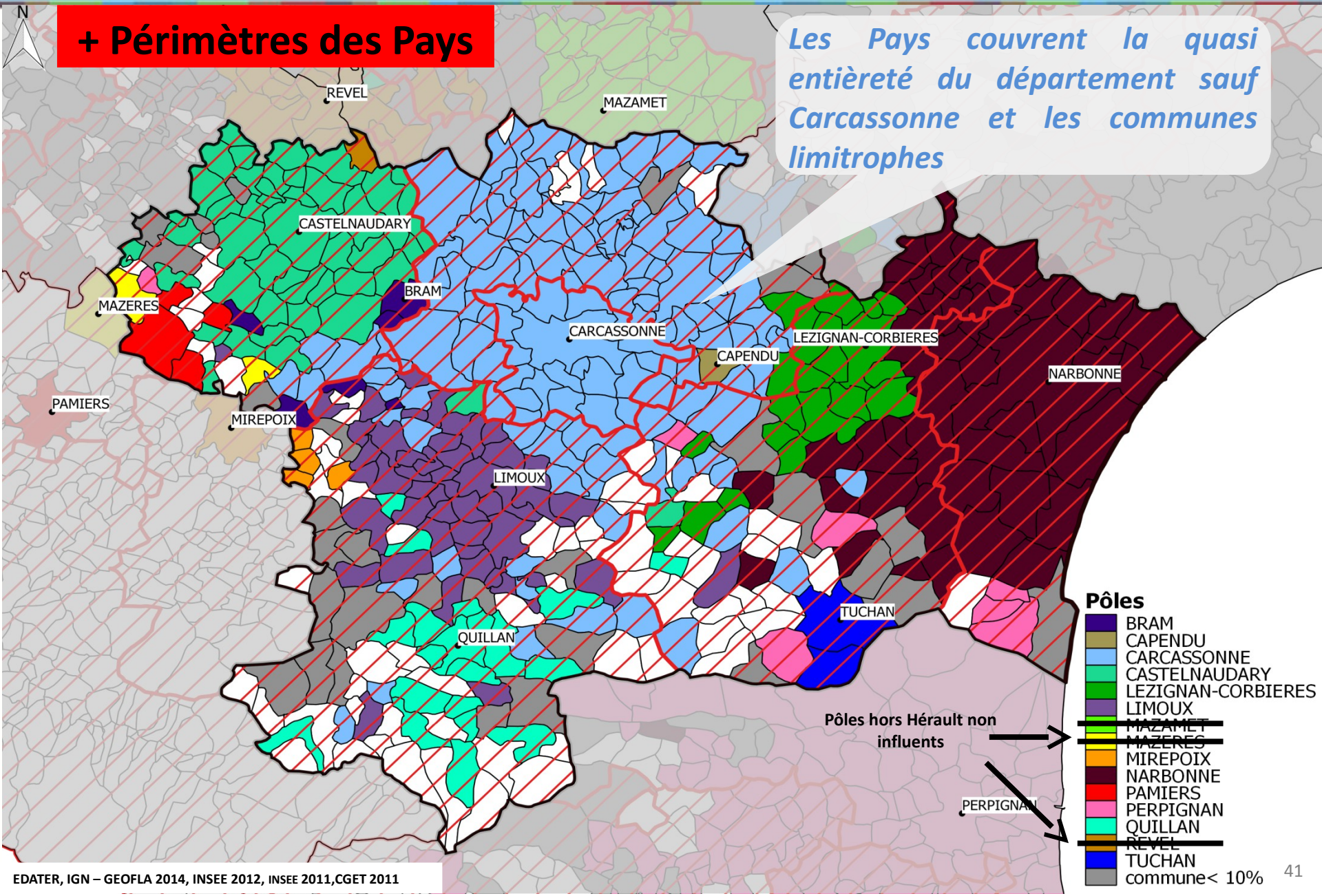
La quasi intégralité des communes de la CC de Piémont d'Alaric présentent une dominante vers Carcassonne en terme d'accès à l'emploi

La zone d'influence de Carcassonne en termes d'accès à l'emploi s'étend sur toute les EPCI limitrophes.



EDATER, IGN – GEOFLA 2014, INSEE 2012, INSEE 2011

2 - Carte des territoires vécus et des Pays



EDATER, IGN – GEOFLA 2014, INSEE 2012, INSEE 2011,CGET 2011

Etape N°4 : Profils et projets de territoires

Finalité : Décrire les **caractéristiques des** territoires **sur la base d'une série de descripteurs territoriaux afin de permettre** 1) des comparaisons / rapprochements, 2) des analyses de taille / seuils et 3) faire émerger des enjeux prioritaires spécifiques

Afin de **faciliter la réalisation d'analyses des profils de territoire, nous proposons,** un dispositif permettant, à partir d'une **base de données descriptive**, d'établir des **fiches de présentation synthétique des territoires de coopération intercommunale**.

Complémentairement à ces éléments de connaissance, vous est proposé un « outil » permettant, sur la base d'une saisie des communes constitutives d'un périmètre intercommunal, **de mettre à jour automatiquement un certain nombre d'informations faisant la synthèse de la situation à l'échelle du territoire.**

MERCI DE VOTRE ATTENTION

Siège : Tour Polygone – 265, avenue des États du Languedoc – 34000 MONTPELLIER – Tel : 04 67 02 29 02
Bureaux Paris : 4, avenue de l'Opéra – 75001 Paris – Tel : 01 42 60 49 08
contact@edater.fr www@edater.fr